Appel du comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

En pages 6 et 7

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 20 JANVIER 1978 - N° 610 Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Le PDG en prison

Il avait forcé le piquet de grève

Le juge Charette l'inculpe

En mars 1977, les ouvriers de Bénoto à Béthune étaient en grève. Un commando armé survient, force le piquet de grève en blessant quatre ouvriers. L'enquête ordonnée par le parquet de Béthune a permis d'établir formellement que c'est le PDG de Bénoto, Roland Angot, qui avait monté l'opération anti-grève, en employant une partie du personnel d'une société de gardiennage de la région parisienne.

Dans ce genre d'affaires, la justice a pour habitude de ne pas demander de compte au patron. Pas de chance pour Benoto : le juge d'instruction chargé de l'enquête n'est autre que Patrice de Charette, premier juge en France à avoir mis un patron en prison. Depuis mercredi, Benoto réside à la maison d'arrêt de Béthune.

LE VOYAGE DE BARRE A PEKIN

Jeudi matin, Barre est arrivé en Chine pour une visite officielle de cinq jours. A cette occasion, le premier ministre, qui est accompagné de plusieurs patrons d'entreprises importantes.

Certes, les PDG français ne chercheront pas à cette occasion autre chose que leur profit. Mais, pour le peuple chinois, l'édification économique du socialise est une question importante. La Chine, pays du Tiers-Monde qui compte principalement sur ses propres forces dans cette immense tâche, combine ce principe avec une utilisation limitée des apports de la technologie étrangère.

Au cours du voyage, il est probable aussi que la situation internationale sera examinée. Le gouvernement chinois soulignera une nouvelle fois les dangers que fait courir à la paix dans le monde la rivalité des deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe.

Le négociateur égyptien rappelé de Jérusalem

malgre les reculades de Sadate BEGIN INSATIABLE

Sadate a rappelé sa délégation à la commission politique israélo-égyptienne car les positions israéliennes *«conduisaient à bloquer la situation»*. L'intransigeance israélienne s'était manifestée très ouvertement avant l'ouverture de la réunion lorsque Begin avait déclaré en portant un toast à Kamel, le ministre égyptien des affaires étrangères : *«La paix est impossible dans le cadre du retour d'Israël à ses frontières vulnérables d'avant 1967»*.

Le communiqué publié par le gouvernement israélien après le départ de la délégation égyptienne précisait que l'Etat sioniste ne voulait ni se retirer de Cisjordanie et de Gaza, ni se retirer de la totalité du Sinaï ni envisager une autodétermination palestinienne.

C'est donc l'échec de la tentative de Sadate de se sortir de la guerre au prix d'une reconnaissance de fait de l'Etat israélien, d'une trahison ouverte des droits du peuple palestinien et des intérêts des peuples arabes. Depuis le début des négociations, Israël poursuivait la colonisation des territoires occupés, décidait de nouveaux points d'implantation dans le Sinaï égyptien.

Quelle que soit l'orientation qu'adoptera finalement Sadate après cet échec, sa tentative et ses reculades ont révélé plus largement que jamais que l'Etat d'Israël, sa volonté d'expansion et de domination sont les causes essentielles de la menace de guerre qui pèse sur la région.

GERVAIS - DANONE

Les vigiles font le coup de feu

La soixantaine de truands qui ont envahi l'usine Gervais Danone, armés de gourdins et de fusils, dans la nuit de mardi à mercredi, se sont barricadés à l'intérieur, après avoir brutalement chassé les ouvriers qui l'occupaient depuis cet été. Pour les ouvriers, ces nervis travaillent au service du nouveau propriétaire des murs de l'usine, Paroutian, ex gros bonnet de la drogue. Les truands ont passé la journée de mercredi à tirer en l'air et dans des panneaux publicitaires. La riposte à cette grave agression commence à s'organiser : ce jeudi, une manifestation était prévue sur la place de Pont de Vivaux.

(Lire en page 2)

Droite : encore 10 RPR contre les giscardiens

Goutte à goutte, Chirac continue de présenter ses nouveaux candidats pour mars prochain, désignés contre ses «partenaires» de la «majorité». Dans la deuxième dizaine de noms rendus publics mercredi, on relève notamment celui de l'académicien Druon, ancien ministre de la culture, qui s'était rendue célèbre en accusant certains artistes d'avoir *«la sébille dans une main, le cocktail molotov dans l'autre»*.

Bolivie, la grève de la faim continue

Les 130 Boliviens qui faisaient la grève de la faim pour obtenir l'amnistie générale, ont obtenu la promesse de Banzer qu'elle était accordée. Dans le message radiodiffusé où il annonçait la décision, Banzer déclarait : *«L'amnistie ne laissera pas les ennemis de la Bolivie impunis»*. Des grévistes de la faim ont été arrêtés dans les églises, entraînant une protestation de l'archevêque. Plusieurs groupes de grévistes ont annoncé leur intention de poursuivre le mouvement.

(Lire en page 12)

Kouznetov condamné par Brejnev à la mort lente

A Belgrade, l'URSS a proposé un nouveau document qui cherche à faire avaliser ses propositions pour la continuation de la détente. Elle mentionne en une phrase les droits de l'homme. Pendant ce temps, le KGB et le gouvernement soviétique ont entrepris d'assassiner à petit feu Kouznetsov au camp n° 19 de Mordovie. Depuis un mois, il fait la grève de la faim pour que lui soit rendu son droit de visite, une visite par an qui lui a été retirée par le chef du camp.

(Lire en page 9)

LUTTES OUVRIERES

Peugeot-Mandeure (Doubs)

Deux ans après la grève, quatre militants syndicaux devant les tribunaux

C'est jeudi que devaient passés devant le tribunal de Montbeliard quatre militants syndicaux de l'usine Peugeot à Mandeure (Doubs) pour une affaire remontant à mars 76. C'est à cette époque on s'en souvient qu'éclatait une longue grève notamment pour les salaires. Le 30 mars, en plein mouvement, la direction exigeait de tenir le comité d'entreprise à l'intérieur des locaux, gardés par un piquet de grève. Les travailleurs acceptaient et la réunion se déroulait normalement jusqu'au moment où un membre de la direction déclarait *«comme nous sommes séquestrés, nous ne sommes pas habilités à négocier»*, alors qu'à aucun moment la direction n'avait été empêchée de sortir ! Quatre militants syndicaux étaient accusés, l'un CFDT de *«menaces verbales et violences sous conditions»*, trois autres (2 CGT, 1 CFDT) de *«séquestration»*. Les travailleurs de l'usine et de la région étaient appelés à se rendre nombreux à ce procès, afin d'y faire échec à la direction de Peugeot, qui on s'en souvient avait déjà, tenté de briser la grève de l'époque, par le biais de ses cadres et autres nervis attaquant à maintes reprises les travailleurs.

Les luttes dans le Doubs

Onze travailleurs turcs expulsés !

Onze travailleurs turcs ont été expulsés de France pour y être venus travailler avec de faux papiers qu'ils avaient achetés à prix d'or, auprès d'un traficant. Cette expulsion fait suite à leur condamnation par le tribunal de Montbeliard le 22 décembre, à des peines de prison ferme, en attendant que le gouvernement statue sur leur sort. Plus besoin de prisons clandestines, plus besoin d'Arenc : les juges font le nécessaire et le gouvernement n'a plus qu'à expulser, ce qui s'est fait à Orly il y a quelques jours. On a d'ailleurs appris à cette occasion que près d'un millier d'autres travailleurs turcs se trouvent dans la même situation dont une cinquantaine travaillent chez Peugeot.

Fiday (Luxeuil) : grève contre des licenciements

A l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT, les travailleurs de l'entreprise d'outillage Fiday, à Luxeuil, se sont mis en grève, devant le refus du patron de renoncer à des licenciements. Les délégués avaient pourtant proposé une réduction du temps de travail avec un salaire basé sur les 40 heures.

Grève du zèle des employés des conseils de prud'hommes

Pour protester contre la disparité de leur statut (ils sont payés par les départements), et contre la lenteur de la réforme de leur situation, (elle dure depuis sept ans), les employés des conseils des Prud'hommes sont en grève. Après avoir fermé les bureaux durant une semaine, ils ont adopté cette nouvelle forme d'action en signalant que leur revendication ne rentre pas en contradiction avec la volonté des syndicats de s'opposer à la normalisation souhaitée par le CNPF, consistant à supprimer l'élection des juges.

Marseille : Gervais-Danone investi par 60 nervis

TRUANDS HORS DE L'USINE !

Dans la nuit de mardi à mercredi, une soixantaine de nervis armés de gourdins et de fusils, investissaient l'usine Gervais Danone de Pont de Vivaux. Pour les ouvriers, brutalement repoussés hors de l'usine, il ne fait pas de doute que cette équipe de truand a été recrutée par le nouveau propriétaire des murs de l'entreprise, Paroutian, bien connu dans le milieu marseillais comme ancien gros bonnet de la drogue.

Riboud, le PDG de Gervais Danone, lui avait discrètement vendu l'usine dont il voulait se débarrasser, après avoir licencié les 140 ouvriers. Beullac lui avait bienveillamment donné l'autorisation de les licencier. Depuis, les ouvriers occupaient, et refusaient d'avoir affaire à Paroutian. Le patron, le responsable de leur licenciement, c'est pour eux Riboud. Le nouveau propriétaire avait d'ailleurs affirmé qu'il ne reprendrait que 15 travailleurs.

Mercredi soir, les truands s'étaient retranchés dans

l'usine, en toute impunité. Les flics si prompts à déloger les ouvriers des usines occupées, ont juste fait un tour. Pendant ce temps, les nervis ont tiré en l'air toute la journée, ou dans les panneaux publicitaires «Gervais-Danone».

Face à ces hommes armés, la riposte est certes difficile. Mais précisément, au niveau de Marseille, les directions syndicales CGT ne font pas grand chose. La CFDT a appris par la bande qu'une manifestation était prévue ce jeudi à 17 heures, sur la place de Pont de Vivaux. On peut avoir des craintes sur la mobilisation qui va être faite, dans ces conditions, alors que cette très grave agression contre les travailleurs en lutte exige une riposte d'ampleur.

Caisse de retraite du bâtiment (Paris 6e)

• Douze ans de présence et de syndicalisme : licencié

• Réintégration de Gallicot !

Des étages auxquels on accède par de larges escaliers recouverts d'un long tapis rouge, envahis par plusieurs centaines d'employées assises, et par moment, un militant qui prend la parole appuyée à une rampe, telle est l'ambiance qui règne à l'hôtel de Croyes, ancien hôtel particulier, et qui abrite aujourd'hui le siège de la Caisse parisienne de retraite du bâtiment.

C'est vendredi dernier vers 15 h 30 que la grève a commencé à quelques heures du week-end. Là 200 employés et employées à l'appel de l'intersyndicale débrayaient. Objectif : exiger la réintégration immédiate de Gallicot, ex-délégué syndical CGT licencié.

GALLICOT : UNE «BÊTE NOIRE» POUR LA DIRECTION

Gallicot, douze ans de présence, était une des *«bêtes noires»* de la direction depuis longtemps. Il faut dire que très vite, il va commencer par créer une section CGT puis participer activement à diverses luttes, souvent victorieuses : celle pour le rattachement de la Caisse de la Convention Collective Nationale des Caisses de Retraite, rattachement

• Depuis lundi, quelque 500 employés, pour la plupart femmes, de la Caisse de retraite du bâtiment (rue du Regard, dans le 6e arrondissement de Paris et à Créteil) sont en grève totale pour exiger la réintégration d'un ex-délégué syndical CGT licencié.

Alors que lundi, le PDG Cornut, directement à l'origine de ce coup bas, prétendait avoir été retenu par le grévistes, les représentants de l'intersyndicale (CGT, CFDT et FO), le rencontraient mercredi vers 12 h 30. Il ne ressortait d'ailleurs rien de cette réunion.

auquel avait *«oublié»* de procéder la direction !

Gallicot va participer aussi à la grève contre les conséquences de la décentralisation de la Caisse de Retraite, c'est-à-dire *«l'obligation pour nombre d'entre nous d'aller travailler à Toulouse, Bayonne, etc.»*

Cette implantation syndicale et les luttes menées vont bien sûr porter quelques coups à l'ambiance paternaliste qui régnait depuis des années, ambiance quelque peu imposée par la présence d'un encadrement dont 90 % est composé d'anciens flics et militaires de carrière.

Mais en plus du licenciement qu frappe aujourd'hui Gallicot, et dont la suppression est l'axe essentiel du mouvement, c'est tous les jours que la répression frappe à la Caisse : dernièrement encore, 60 lettres d'avertissements ont été distribuées en huit jours, pour les motifs les plus divers ! Outre les *«classiques»* avantages à la promotion et les salaires éternellement bloqués pour les délégués, il faut savoir que la direction, pour limiter l'exercice du droit syndical, retient sur le quota d'heures de délégations auxquels les délégués ont droit, le temps qu'ils passent aux toilettes ou en tout autre endroit ! La suppression de ces retenues pour quatre délégués (2 militants CGT et 2 militants CFDT) est d'ailleurs la deuxième exigence des grévistes.

MERCREDI : SITUATION INCHANGÉE

Pour licencier Gallicot, la direction a cru mettre tous les atouts de son côté. C'est le 26 mai 77 qu'elle demandait un rapport sur son compte à son chef de service mais elle a attendu pour lui signifier son licenciement, six mois après l'échéance de son mandat de délégué CGT, période pendant laquelle un délégué est un minimum «couvert» contre le licenciement. Celui-ci était prononcé (par le biais d'un huissier d'ailleurs!) la veille d'un week-end, période que la direction jugeait propice à la démobilisation. Mal lui en a pris !

Où en était-on mercredi ? Une réunion du conseil d'administration avait lieu le matin, en présence des organisations CFTC et CGC, alors que dans le même temps se déroulait une assemblée générale dans le hall, à laquelle participaient des délégations de travailleurs et militants CGT et CFDT d'une autre Caisse située Gare de Lyon, celle de Mornay, pour apporter leur soutien.

Un représentant CGT de cette Caisse devait d'ailleurs annoncer que les syndicats allaient appeler à un débrayage de soutien répondant avant l'heure à la demande du secrétaire adjoint du syndicat national CFDT des Caisses de retraite qui déclarait : *«Nous avons besoin à l'heure actuelle devant la fermeté de nos patrons de combat, de soutien»*.

Richard FEUILLET

Le bureau confédéral de la CGT appelle à «*développer l'action revendicative*»

DES APPELS QUI NE COÛTENT PAS CHER

Le 17 janvier, le bureau confédéral de la CGT examinait la situation de l'action revendicative, les problèmes de la situation politique et «la lutte pour le changement». Suite à cette réunion, le bureau de la CGT déclarait : «*Les luttes revendicatives traduisent la combativité des travailleurs, leur volonté de ne pas subir la détérioration de leur pouvoir d'achat, des conditions de travail, le chômage et les atteintes aux libertés syndicales. Leur intensification permet des résultats appréciables dans la dernière période. Le bureau confédéral invite les organisations de la CGT à donner le maximum de suites unitaires au communiqué commun des confédérations CGT et CFDT en accordant la plus grande attention aux revendications précises dans les entreprises ainsi qu'aux actions coordonnées au niveau des branches et des régions en fonction des problèmes concrets posés*». Le même jour, *L'Humanité* publiait un gros article, sous le titre : «*Basculer la résistance patronale. Plus de 65 000 travailleurs en lutte en décembre. 107 succès revendicatifs.*»

Chaque tentative de coordination des luttes, la direction CGT s'est évertuée à la casser.

Mais on nous précise tout de suite que n'entrent pas en ligne de compte les grèves de l'EDF, de la SNCF et de Michelin ! Il faut pourtant bien reconnaître qu'à elles seules, elles ont touché bien plus de travailleurs que les 265 luttes recensées, et que leur échec, lourd de conséquences, c'est bien la direction CGT qui en est responsable ! Une victoire à l'EDF, ça aurait été une victoire significative sur le plan Barre, une brèche dans laquelle bien d'autres travailleurs n'auraient pas manqué de s'engouffrer. Une victoire à Michelin, ça aurait été une victoire sur un des patrons les plus durs du pays, et elle aurait rencontré un immense écho.

PRESSIONS SUR LE PS

Mais dans ces deux luttes, la direction CGT a tout fait pour que les choses en restent là. Au moment de la grève à l'EDF, il s'agissait pour la direction CGT de faire une semaine de grève et de passer le relais à la SNCF. A cette époque, Séguy déclarait cyniquement que le problème de l'heure, c'était de faire pression, avec tout le poids que représentent les travailleurs, pour que le PS revienne aux engagements du Programme commun. Mais dès que les choses sont allées plus loin, que les électriciens ont montré leur volonté de poursuivre le mouvement pour obtenir leurs revendications sur les salaires, à deux reprises la fédération CGT a dit non, et s'est saisie de pseudo-ouvertures de la direction pour des négociations-bidon.

Aujourd'hui, le bureau confédéral demande qu'on regarde de près les revendications dans les usines. Comme à Michelin par exemple ? Alors que la revendication de départ était claire : refus du semi-continu, tous les samedis et tous les dimanches chômés, la direction CGT a progressivement introduit d'autres mots d'ordre du genre : «*5e équipe, deux jours de repos consécutifs*» alors que Michelin ne travaille pas en continu, c'est accepter de fait le travail du samedi, sous le prétexte fallacieux que ça donnerait du travail à des chômeurs !

OU VEUT EN VENIR LE BUREAU CONFÉDÉRAL ?

Alors, où veut en venir, aujourd'hui le bureau confédéral de la CGT ? Pourquoi lance-t-il des appels à la lutte, lui qui a saboté les plus significatives ? L'action revendicative, aujourd'hui, ce ne peut être seulement une série de luttes isolées, même s'il y en a beaucoup. Car le problème, depuis bientôt deux ans, c'est le plan Barre, c'est comment le mettre en échec. Et cela, les travailleurs licenciés qui occupent depuis des mois leur usine sans voir se dessiner de perspective le voient bien. Ce qui aurait fait reculer le plan Barre, ce seraient des victoires d'importance nationale.

A chaque fois que des tentatives de coordination des luttes se sont fait jour, la direction CGT s'est évertuée à les casser, y compris par l'exclusion de militants, comme à IMRO !

Alors, pour qui nous prend-on ? A quel travailleur vont-ils faire croire que c'est en multipliant des actions du genre des «six journées des postiers», un jour pour chaque catégorie, et sur le thème «*pour nos revendications et pour que vive le Programme commun*» que nous allons arracher des victoires d'importance ? Ces exhortations à la lutte ne leur coûtent pas cher. Elles sont destinées à créer l'illusion que, comme ils nous le répètent depuis des mois, ils n'attendent pas les élections l'arme au pied. Mais dans les faits, le plan Barre est toujours là et pour en finir, ce qu'on nous propose, comme aux postes, c'est de lier nos luttes à la victoire du Programme commun...

Monique CHÉRAN

ALSTHOM (BELFORT)

Les peintres de la traction à l'usine Alsthom de Belfort sont en grève illimitée depuis vendredi dernier après-midi. Ils exigent 320 F d'augmentation pour tous.

●

LAURA COUTURE (LOIRE ATLANTIQUE)

Les travailleuses de l'entreprise de confection Laura Couture située à Châtenay dans la Loire Atlantique sont en grève illimitée depuis le 13 janvier. Elles exigent d'avoir une augmentation de 85 centimes par heure, 120 F de primes ainsi qu'une prime de transports.

Dalphi Métal (Lyon)

LE SECRÉTAIRE CGT AGRESSÉ PAR DES NERVIS

Les travailleurs de Dalphi Métal (volants) dans la banlieue lyonnaise, sont en grève depuis douze jours contre la fermeture de leur usine. Ils s'opposent au déménagement des machines.

Alors que depuis quelques jours, les grévistes étaient sous la surveillance des renseignements généraux, la répression s'est accentuée en fin de semaine dernière. Le secrétaire de l'union locale CGT, de retour d'une visite à l'usine, a été arrêté par deux individus, possesseurs d'une carte tricolore, qui lui ont demandé ses papiers. Le secrétaire de l'Union locale refusait de les présenter, vu qu'il ne pouvait examiner les cartes, les hommes en question les cachant partiellement.

Ces derniers téléphonent alors à la police, qui arrive dans un fourgon. Le syndicaliste est alors emmené au commissariat et on lui enlève ses chaussures, sa ceinture et il est en outre privé des médicaments qu'il doit toujours avoir sur lui !

Il sera gardé au poste de police durant 4 heures, sans pourvoir prendre contact avec qui que ce soit. La CGT a porté plainte et n'est pas sans penser que les auteurs de l'agression appartiennent à une société de surveillance des usines, connue à Lyon.

Aux obsèques d'Albert Runser

«Pas question de redescendre tant que le brochage ne sera pas fait»

Mercredi après-midi, les mineurs de potasse du puits Amélie de Wittelsheim portaient en terre leur camarade Albert Runser, tué à 26 ans, au fond de la taille 301. Tous les mineurs de fond du puits Amélie avaient cessé le travail, tout le personnel était là.

Une fois de plus, la direction fit un discours scandaleux. Pour elle, c'est la mine qui a tué, elle n'y est pour rien. Pourtant comment parler de fatalité ? Albert Runser venait de reprendre le travail, après un accident grave dont il avait été victime sur ce même chantier ! Comment parler de fatalité, quand on sait que le brochage n'est pas fait systématiquement et que c'est bien pour cette raison qu'un bloc de terre s'est détaché du toit de la galerie ! Un bloc de 40 m de long ! Comment parler de fatalité, quand on sait que c'est le cinquième mort en quelques mois !

Pour la direction, ces cinq morts sont inexplicables, seule celle d'Albert serait due «à la mine». Le premier était survenu le 4 novembre dernier, au fond du puits Théodore, où un scootcar, transportant du personnel, avait dévalé une pente. Le conducteur était mort. Cet accident pourrait être «*assimilé à un accident de circulation*». Le second, qui s'est produit une semaine après à Amélie, au jour, avait provoqué la mort d'un ouvrier d'entretien, écrasé par un régulateur de couche. Mais c'était un «extérieur», et sa mort relèverait d'un «*accident mécanique*». Pour le troisième, toujours au fond du puits Amélie, où un ouvrier avait été «*heurté par une machine en mouvement, il s'agit d'un accident de chantier*». Quant au 4e, où un travailleur avait été retrouvé écrasé par sa jeep, il reste «*inexpliqué*».

Pour Albert Runser, la direction estime que le même accident «*aurait pu tout aussi bien arriver à un mineur expérimenté*». Voilà les explications scandaleuses que la direction répand dans la presse locale. Pour les mineurs, c'en est trop.

Et devant le corps de leur camarade tué par la course au profit, le délégué mineur a déclaré que dès jeudi, les syndicats appelaient les mineurs de fond à ne pas rentrer à la taille à havage intégral, tant que sur tous les chantiers, le brochage ne serait pas fait. Non, pour les mineurs, la mort d'Albert n'est pas due à la mine. Si le brochage n'est plus fait, c'est que ça prend du temps, et que la direction ne veut pas y perdre d'argent. Des responsables, il y en a. Les mineurs exigent que justice soit faite.

M.C.

FLIPO (TOURCOING)

Les travailleurs de la filature FLIPO à Tourcoing, sont actuellement en grève avec occupation contre la fermeture décidée par la direction. Selon celle-ci, la fermeture est nécessaire car les ventes n'arrêtaient pas de diminuer. Les travailleurs n'ont pas été de cet avis. La direction, pour intimider les travailleurs, vient de créer un comité de sauvegarde : celui-ci rode quotidiennement autour de l'entreprise.

Digne : chauffeurs de bus en grève Briançon, Digne, et Marseille paralysées

Il y a quelques jours, les chauffeurs d'autocars de la ville de Digne, société SCAL, déposaient un cahier de revendications auprès de la direction de l'entreprise de transports. Celle-ci refusait toute discussion et envoyait aussitôt au délégué syndical CFDT une lettre recommandée lui signifiant son licenciement immédiat. Les chauffeurs de bus sont donc partis en grève illimitée pour leurs revendications et la réintégration de leur camarade. Conséquence de la grève : les centres de Marseille, Briançon et Digne sont complètement paralysés. Un argument de poids lors de la négociation !

POLITIQUE

10 + 10 = 20

Barre, avant de partir pour la Chine, avait souhaité que *«l'esprit d'entente et d'union inspire les diverses forces de la majorité»*. Lecanuet, la main sur le cœur , avait juré une fois de plus que *«l'union entre les réformateurs et les républicains n'est pas dirigée contre le RPR, mais contre nos adversaires communs»*, ajoutant que *«le programme du PS est aussi pernicieux, et même davantage, que celui du PC»*, après avoir estimé voici quelques jours que l'entrée de ce parti au gouvernement serait *«une excellente chose»*.

Toutes ces déclarations lénifiantes n'y ont rien fait : le RPR, qui se sent décidément visé par le «front» giscardo-centriste, vient de présenter une deuxième liste supplémentaire de 10 candidats pour les législatives, toujours dans les circonscriptions en principe réservées à ses partenaires par le «pacte majoritaire».

Parmi les giscardiens visés, on remarque notamment d'Ornano, que le maire de Paris semble poursuivre de sa rancune.

Il se verra opposer, dans le Calvados, le RPR Jacques Porc.

Séguy le démocrate !

Une fois de plus, à la télévision, Séguy a tenté de faire croire que les contradictions internes à la CGT,à propos de ses prises de position ouvertement favorables au PCF dans la querelle de la gauche, étaient très marginales. Il a commencé à menacer certains adhérents proches du PS qui, notamment à Rouen, se sont réunis pour protester contre cet engagement de la centrale, en parlant à ce sujet *«d'activité fractionnelle»*. Auparavant, il s'en était pris violemment à Mitterrand, parce que celui-ci avait fait allusion, à la radio, à la confusion croissante entre ses deux rôles de membre du bureau politique du PCF et de secrétaire général de la CGT.

RÉUNION - DÉBAT PUBLIQUE DU PCR m.l. (GENNEVILLIERS)

La droite a fait faillite !
Mitterrand se prépare à gérer la crise avec Giscard.
Le PCF prépare son passage au gouvernement pour mettre en place son capitalisme d'État, alors que Chirac rassemble la réaction fascisante.
Regroupons nos forces pour organiser l'autonomie du mouvement des masses.

Centre Camille Ronce
27 rue Louis Castel - GENNEVILLIERS
Vendredi 20 janvier à 20 h

INFORMATIONS GENERALES

Chef d'un commando anti-grève un P.D.G. est incarcéré

Depuis mercredi, Roland Angot, 55 ans, ancien PDG de l'entreprise Benoto, est en prison, à la maison d'arrêt de Béthune. En mars 1977 il avait monté une opération de commando contre ses ouvriers en grève. Composé d'une partie du personnel de la Société de gardiennage Shotokan de Romainville (Seine-St-Denis), le commando armé, à bord d'une camionnette, avait forcé le piquet de grève et blessé quatre grévistes. A la suite de cette agression, le parquet de Bethune avait ordonné une poursuite contre X pour coups et blessures volontaires, violence avec préméditation, port d'arme, complicité, arrestation et séquestration arbitraires. En même temps que le PDG de Benoto, ont été incarcérés le gérant et un employé de la société Shotoka.

Précisons enfin que le juge d'instruction qui a pris ces décisions auxquelles la justice bourgeoise ne nous a pas habitués s'appelle Patrice de Charette et qu'il avait été, comme on s'en souvient, le premier juge d'instruction en France à ordonner l'incarcération d'un PDG, Jean Chapron après un accident mortel survenu à l'usine HGD de Vendin-le-Vieil.

On peut s'attendre à une violente campagne des milieux patronaux contre le juge Charette afin d'obtenir, comme pour Chapron, une libération rapide.

Contrôle médical patronal

Les médecins - flics de Peugeot

Depuis quatre ans la direction de l'usine Peugeot de Montbéliard utilise les services d'une officine médicale genre Sécurex pour effectuer des «contre-visites» chez les ouvriers en arrêt-maladie. A plusieurs reprises Peugeot s'est servi de ces contrôles pour refuser de verser les indemnités complémentaires que les accords de mensualisation de 1970 lui faisaient obligation de verser. Aussi mercredi, plusieurs dossiers d'ouvriers réclamant ce remboursement ont été soumis au conseil des prud'hommes de Montbéliard.

Les accords de mensualisation de 70 prévoient que l'employeur verse des indemnités complétant celles de la Sécurité sociale pour les travailleurs en arrêt-maladie. Mais dans l'article 7, le texte reconnaît explicitement la possibilité d'une «contre-visite»... sur l'ordre de qui ? Cela n'était pas précisé mais bientôt un certain nombre d'entreprises se chargeaient d'en donner leur interprétation. C'est ainsi que Peugeot a souscrit auprès des AGF (Assurances générales de France) une police *«d'assurance incapacité travail»* qui stipule que les AGF remboursent à Peugeot le paiement des indemnités complémentaires, et se chargent du contrôle médical. Ce contrôle est effectué par trois médecins de la Gameco (Groupement d'actions médicales collectives).

Des contrôles de plus en plus systématiques, selon les syndicalistes qui présentaient les dossiers. C'est ainsi que plusieurs travailleurs ont été contrôlés le jour même de leur mise en congé, les médecins de la Gameco ont contrôlé pendant plusieurs semaines une femme enceinte (jusqu'au jour où elle a décidé de ne plus les recevoir), un travailleur immigré a reçu quatre visites en treize jours ! Naturellement le plus souvent ces médecins patronaux n'hésitent pas à tenter de faire reprendre les travailleurs le plus vite possible : un accidenté du travail a été contraint de reprendre son poste bien que sa blessure ne soit pas cicatrisée. Un scandale que les ouvriers de Peugeot ont bien l'intention de faire cesser.

ENSET (Cachan)

Répression anti-gréviste

L'administration de l'ENSET (école normale supérieure de l'enseignement technique) de Cachan (Val-de-Marne) vient de prendre la décision de retenir les traitements de plusieurs élèves professeurs pour une durée de dix jours correspondant à la grève avec occupation de l'ENSET du mois dernier.

Telle est la seule réponse du ministère aux revendications des élèves-professeurs de l'ENSET. La direction prétend qu'*«il ne s'agit pas d'une mesure de discipline mais de comptabilité»*. Les élèves ne sont pas dupes de ces arguties. En riposte à cette sanction, contre leur grève ils envisagent de reprendre leur action et ils organisent le mercredi 25 janvier une journée «portes ouvertes».

Au mois de décembre les élèves-professeurs avaient fait dix jours de grève avec occupation pour protester contre la décision du ministère de supprimer les sections littéraires de l'ENSET. Cette décision visait à transformer l'ENSET en une école uniquement technique soumise aux projets du patronat. Le mardi 13 décembre une manifestation était organisée devant le ministère de l'Education avec le soutien des autres écoles normales. La réponse du ministre fut un important déploiement policier et le refus de recevoir une délégation. Afin d'éviter le pourrissement de la lutte, le comité d'action qui la dirigeait proposait en assemblée générale la suspension de la grève à l'approche des fêtes. L'occupation cessa donc le vendredi 16 décembre par une volonté délibérée d'éviter un effritement. Mais les élèves restent mobilisés comme le montre leur riposte immédiate à la retenue sur leur traitement.

Journée internationale sur l'avortement

La coordination internationale des femmes contre la répression réunie à Paris le 15 janvier 1978 *«appelle toutes les femmes à se mobiliser le 5 février pour la journée internationale sur l'avortement, pour faire écho au rassemblement de Rome, à manifester massivement dans la rue le 4 mars dans le cadre d'une semaine internationale de lutte contre les violences quotidiennes faites aux femmes. En outre, en vue de préparer pour le 20 mai une journée internationale de la lutte contre la répression des femmes, elles appellent toutes les femmes à une coordination internationale sur ce thème le 1er avril à Paris»*.

INTERNATIONAL

Europe du Sud (Portugal, Italie)

• PRESSIONS US ACCRUES
• CRISES GOUVERNEMENTALES PERSISTANTES

Enrico Berlinguer, à la sortie de sa rencontre avec président italien Leone, a fait une déclaration à la presse qui précisait les positions adoptées par son parti à la conférence des cadres régionaux de mardi : *«Nous pensons que le recours à des élections anticipées doit être évité. Nous avons donc rappelé à la réunion des cadres régionaux que dans l'actuel Parlement existent diverses possibilités pour repousser une solution que toutes les forces démocratiques jugent grave et négative.*

C'est une position en tous points correcte sous l'angle politique et constitutionnel. Elle ne signifie pas que nous proposons des solutions s'écartant de notre ligne politique unitaire, laquelle tend et tendra toujours à rechercher la plus ample solidarité démocratique». En d'autres termes si personne ne veut des élections anticipées, Berlinguer brandit la menace de faire un gouvernement excluant la DC, ce qui est mathématiquement possible mais en fait très improbable. Les partis du centre ne s'allieraient pas volontiers seuls avec le PCI. C'est cependant une nouvelle pression affirmée pour la venue au pouvoir.

De leur côté les États-Unis fourbissent leurs armes : une commission d'enquête du FMI est mise sur pied pour intervenir dès la formation du nouveau gouvernement. Elle sera munie d'avis très circonstanciés, élaborés par une équipe de travail américaine. Celle-ci serait composée du secrétaire au trésor Blumenthal, du sous secrétaire d'État Salomon, du secrétaire d'État adjoint aux Affaires étrangères et d'une équipe de diplomates de l'ambassade US à Rome. Cette commission gouvernementale américaine pour l'Italie a déjà établi que si le gouvernement futur ne convient pas au FMI, l'Italie perdra les 7 milliards de dépôts étrangers dans les banques italiennes, ne pourra avoir de facilités pour payer ses cinq milliards de remboursements au titre de la dette et subirait une importante chute de la lire.

PORTUGAL : SOARES AVEC LE CDS

Le président portugais Eanes a accepté le principe de la formation d'un cabinet composé de socialistes et de membre du parti conservateur CDS, refuge de nombre de politiciens fascistes. C'est la conférence nationale du parti socialiste qui a accepté cette solution qui a le mérite de donner une confortable majorité parlementaire au gouvernement futur avec 143 sièges sur 262. Cependant la participation du CDS sera limitée à quelques personnalités sans étiquette politique dans un cabinet pour l'essentiel composé de socialistes. Soares entend donc s'assurer d'une majorité parlementaire stable pour mener la politique d'austérité qu'il a prévue sous la tutelle du FMI. Les mesures de dénationalisation, de liquidation de la réforme agraire et de facilités accordées aux investissements étrangers qu'exige le FMI conviennent au CDS qui apporte son soutien. La pression américaine était très importante pendant toute la durée des consultations politiques : les milieux de la banque du Portugal affirmaient que les paiements en dollars ne pouvaient plus être effectués car les réserves de devises du Portugal étaient épuisées. Tous les prêts internationaux étaient suspendus jusqu'à la formation du gouvernement auquel ni les USA, ni le FMI ne voulaient voir le PCP participer.

Parlement européen

MALGRÉ GISCARD, ÉLECTIONS REPORTÉES A 1979

● Le gouvernement britannique vient d'en aviser officiellement les autres pays membres de la Communauté européenne, de son fait, n'auront pas lieu comme prévu, au printemps prochain, mais un an plus tard, en 1979. La date définitive sera fixée au mois d'avril par le «conseil européen», organisme qui réunit les chefs d'État et de gouvernement.

La nouvelle, en fait, était pratiquement attendue depuis la mi-décembre. A ce moment-là, le parlement anglais avait tranché sur le mode d'élection qui serait adopté en Grande-Bretagne. Sujet délicat pour les politiciens locaux, ne disait-on pas que le maintien pur et simple du système électoral actuellement en vigueur occasionnerait un raz de marée de l'opposition conservatrice, en nombre de sièges ? D'un autre côté, le petit parti-charnière «libéral», qui forme avec les sociaux-démocrates la majorité gouvernementale, exigeait un scrutin proportionnel : pour cette formation spécialisée dans la défense de l'intégration européenne, c'était le seul moyen d'être représentée au futur parlement de Strasbourg.

Finalement, c'est le système anglais actuel (uninominal à un tour) qui a été maintenu. Mais, pour que les travaillistes n'y perdent pas trop, un redécoupage des circonscriptions, long et délicat dosage, est à la source du retard actuel. Il est vrai qu'à Giscard, en voyage officiel à Londres, qui insistait sur l'urgence de la mise en place du parlement européen, le premier ministre Callaghan, en décembre, avait tranquillement répondu : *«Si les élections n'ont pas lieu en 78, elles auront lieu en 79»*.

L'insistance mise par le président de la République à faire adopter la loi permettant cette élection à la fin de la session de printemps 77 du parlement français n'aura donc servi à rien, du moins quant au résultat immédiat. Mais Giscard, à cette occasion, avait quand même rempli deux objectifs.

D'une part, il avait fait une fois de plus la démonstration de la nullité des prétentions du RPR à défendre l'héritage gaulliste en matière de politique extérieure : confrontés à la nécessité de déposer une motion de censure, les chiraquiens n'avaient pas hésité alors à faire passer la tactique avant «les principes» : plutôt que d'apparaître comme responsables de la chute du gouvernement, ils avaient préféré laisser passer le projet.

En Angleterre : manifestation contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Par ailleurs, Giscard mettait à profit la relative facilité de manœuvre dont il disposait à l'intérieur du parlement, avant les élections de mars 78, pour faire adopter un projet dangereux. En effet, malgré le texte de la loi française autorisant sa mise en place, il sera difficile de limiter les compétences d'un parlement élu au suffrage universel, dans la pratique. Le risque d'une intervention dans les affaires intérieures des différents pays est donc grand, dans une Europe où le poids américain et ouest-allemand s'affirme de plus en plus. Pour la bourgeoisie française, qui voit venir de graves difficultés dans le maintien de son système, il y a là une assurance supplémentaire pour l'avenir.

Jean LERMET

Les bons conseils de M. le ministre

ENCORE UN PETIT EFFORT...

● A quelques semaines des élections, les communiqués du conseil des ministres prennent subitement un ton satisfait : ainsi, celui de mercredi s'est trouvé très content de la situation économique et de celle de l'emploi, et a décerné louanges aux *«administrations»*, aux *«responsables professionnels»* et aux *«chefs d'entreprise»* qui auraient fait preuve d'une *«mobilisation exceptionnelle»* pour remplir les projets gouvernementaux. Cela est après tout bien possible : ils y avaient tout intérêt. Ce qui est par contre plus douteux, c'est la gloire que l'on peut tirer des résultats, et surtout qui profite du soi-disant *«redressement»* auquel on s'efforce de nous faire croire.

Les exportations, nous dit-on, auraient progressé de 17,3% en 1977. Cette *«amélioration»* n'aurait *«pas été payée d'une diminution de la demande intérieure, ni d'une réduction de la production industrielle»* ; parallèlement, le chômage aurait régressé, et il n'y aurait plus aujourd'hui qu'un million de chômeurs. Ce qui a fait tirer à Barre cette belle morale, à sa sortie de l'Élysée : *«La leçon, c'est que cette année nous avons commencé à nous redresser plus vite que nous l'espérions, sans recourir à des procédures artificielles, (telles que le protectionnisme), et en évitant aux Français la baisse de leur niveau de vie. Si nous continuons, je suis convaincu que nous allons retrouver rapidement la voie de l'extension et du plein emploi, de la prospérité, mais la condition pour cela, c'est que l'effort continue»*.

La conclusion, en forme d'appel à continuer l' *«effort entrepris»* était attendue. Aujourd'hui Barre déclare que *«le niveau de vie des Français a progressé»*. Il n'y a pas dix jours il nous promettait *«encore deux ans au moins d'austérité»*. Mais Barre n'en est pas à une contradiction près.

Au truquage des chiffres il est de première force : ce n'est pas en effet un million, mais bien plus d'un million cinq cent mille chômeurs qui sont recensés par les syndicats. Les statistiques trimestrielles publiées en décembre par le ministère du Travail montraient une diminution de 0,6% des effectifs salariés par rapport au trimestre précédent, ce qui portait à 1,1% leur baisse en un an. Simultanément, la durée du travail avait, elle aussi, baissé de 0,2% en un trimestre, ce qui portait à 1% son recul en un an. Selon les estimations de l'OCDE, le taux de chômage en France pourrait atteindre 6% durant l'année 78. Et ce n'est pourtant pas faute d'avoir fait jouer ces *«moyens artificiels»* que Barre prétend avoir évité : les contrats emploi-formation, qui fournissent une main d'œuvre à bon marché dont les patrons se débarrasseront lorsque cela leur plaira.

«L'amélioration du commerce extérieur a été plus rapide que prévu» a encore prétendu Barre. Tiens donc ! On nous avait déjà dit cela au cours du premier trimestre 77. Quelques mois plus tard il fallait déchanter, et les comptes de septembre faisaient apparaître un déficit de 11 milliards de francs en 7 mois. Et les chiffres de l'INSEE sur la production industrielle faisaient ressortir fin décembre une baisse de commandes et un accroissement des stocks.

Les véritables pensées gouvernementales pointent d'ailleurs dans plusieurs endroits de ce communiqué triomphant qui n'a d'autre but que faire croire à la réussite du plan Barre et à un avenir meilleur sous l'aile de la droite aujourd'hui au pouvoir : on nous avertit qu'il ne faut pas *«concentrer l'attention sur un indice isolé»*, mais prendre une *«vue d'ensemble des résultats économiques»*. Autrement dit : les indices sont mauvais, mais vous devez croire que la situation est excellente, puisque nous vous le disons. Mais l'austérité que nous subissons depuis deux ans continue, a fait bon marché de ces tours de prestidigitation.

Suzanne VALLÉE

Conférence de presse de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Le comité d'initiative nationale de «L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne» a tenu une conférence de presse ce mercredi 18 janvier à Paris. Il a présenté une partie des 150 candidats qu'il présentera aux prochaines élections législatives.

Dans l'appel qu'il vient de publier, le comité d'initiative précise les bases politiques à partir desquelles il appelle à construire «L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne». Cet appel dénonce la réalité de la crise qui frappe les travailleurs : chômage, vie chère, dégradation des conditions et du cadre de vie. Il indique que face aux partis bourgeois actuellement au pouvoir, l'Union de la gauche, aujourd'hui cassée, ne fait que tenter de répandre des illusions de changement. Si le PS se prépare à gérer la crise, le PCF lui, a un projet différent, celui de l'établissement d'un capitalisme d'État, comme il l'a lui-même indiqué.

Le comité d'initiative appelle aujourd'hui à participer à la construction de « L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne», tous ceux qui, ouvriers, syndicalistes, chômeurs, petits paysans, femmes, refusent de subir le poids de la crise, de s'en remettre aux partis bourgeois de droite ou de gauche pour imposer les revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, pour tracer dès maintenant l'alternative d'une société radicalement nouvelle, une société socialiste.

Le comité d'initiative appelle largement les travailleurs à prendre contact avec lui, à se procurer l'appel de «L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne». D'ores et déjà, il appelle à la constitution de comités locaux.

Lancement de la campagne PCF à Paris

UNE MUTUALITÉ À MOITIÉ VIDE

● Comment convaincre les Parisiens de venir entendre rigoureusement ou à peu près ce qu'ils peuvent regarder à la télévision ou lire dans *L'Humanité* ? C'est la question que doit se poser la fédération de Paris du PCF qui n'était pas parvenue à déplacer plus de 1 500 personnes pour le meeting de lancement de la campagne. Comment s'en étonner alors que tout est fixé jusqu'au premier tour, la seule perspective offerte par le PCF étant de gagner quelques voix supplémentaires.

Tous les candidats du PCF à Paris prennent place, à peine applaudis et le ronronnement commence. Fizbin, secrétaire de la fédération de Paris s'efforce de convaincre *«que si le PCF ne dispose pas d'un appui suffisant, le changement sera renvoyé à plus tard»*, il n'éveillera l'attention que quand il attaque les socialistes d'une des circonscriptions du XX^e^ arrondissement parce que ceux-ci appellent à voter socialistes *«pour battre la droite»* dans une circonscription dont le député sortant est PCF. Ce n'était donc que ça... On nous rappelle que le PCF dispose de sept députés sortants dans la capitale et qu'il formule des vœux pour neuf autres ; pour cela il présente *«des ouvriers et des polytechniciens, des employés et des professeurs d'hôpital»*. Des candidats à l'image de la société, pour ne pas remettre en cause la division du travail. Bientôt Douceline Bonvallé, directrice à l'hôpital St Louis s'adresse *«aux mutilés de cette société que sont les intellectuels»... Saint Exupéry, Éluard* sont cités pêle-mêle après Fizbin qui parlait *«des carabiniers d'Offenbach»* les clins d'œil à l'intelligentsia ne manquent pas.

Selon cette dame *«les juges sont culpabilisés car la société les acculе à condamner des délinquants, les architectes sont malheureux parce qu'ils doivent passer par les contraintes des promoteurs»*.

Rolande Perlican sénatrice qui se présente dans le XIV^e^ parle s'en s'arrêter du «Parti communiste, parti de la libération des femmes» elles nous apprend notamment que *«l'aggravation des inégalités ne peut qu'aggraver la situation des plus défavorisés»* (sic), elle répète mot pour mot ce que Fizbin a dit dix minutes plus tôt d'Attali ; la seule différence c'est que Fizbin faisait référence au livre du conseiller de Mitterrand et Perlican à une interview au *Nouvel Observateur*...

Fizbin annonce alors un grand succès, 27 adhésions ont été faites ! Il assure que *«le geste le plus efficace qui puisse être fait aujourd'hui pour hâter le changement c'est adhérer»*. Rares étaient les Parisiens qui en étaient convaincus à voir l'air médusé qu'adoptaient les placeurs de cartes à la sortie.

François MARCHADIER

Appel du Comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Dans quelques semaines, les élections législatives vont se dérouler en France, comme tous les cinq ans, ou presque. Mais cette fois, tout le monde sait bien qu'elles auront une importance particulière. Non pas qu'avec des élections, on puisse changer de système ; à un moment ou à un autre, **tous** les partis de droite ou de gauche ont participé au gouvernement après avoir gagné ou perdu les élections et cela sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal. Mais aujourd'hui, notre pays est plongé dans la crise la plus grave depuis la guerre, et à la veille de ces élections, il apparaît avec plus de netteté encore qu'auparavant, que ce système a fait son temps .

Toutes les couches du peuple sont frappées

— C'est le chômage, massif, prolongé, qui ne cesse d'augmenter ! Tous les truquages gouvernementaux ne peuvent cacher qu'il y a dans ce pays un million six cent mille chômeurs !

La réalité ce sont les jeunes sans perspective d'emploi au sortir de l'école, les femmes systématiquement encouragées à rester au foyer, les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les couches du peuple sont frappées, des dizaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue par les trusts de la sidérurgie ou du textile, des centaines de milliers de paysans chassés de leur terre.

— Ce sont les salaires qui sont bloqués depuis plus d'un an alors que les prix montent sans cesse. Les derniers chiffres publics du gouvernement indiquent même que c'est six millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 francs par mois, et neuf millions moins de 2 500 francs !

— C'est le droit à la santé et à la sécurité dans le travail qui ne fait que se dégrader. Chaque jour, la course au profit des capitalistes assassine à l'usine ou au chantier 13 travailleurs. Chaque année, c'est un million au moins d'accidents du travail qui sont recensés. Chaque année encore des milliers de travailleurs meurent victimes de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues.

— C'est le cadre de vie qui ne cesse de se détériorer. Ce sont les temps de transports interminables, les logements exigus. Ce sont les pollutions de toutes sortes secrétées par le capitalisme. Ce sont même les projets irresponsables du gouvernement en matière nucléaire qui se mettent en place, au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Ce sont les libertés politiques qui sont menacées. L'inculpation de responsables grévistes, les attaques policières contre les usines occupées, les crimes racistes, la répression des manifestations comme à Malville, et l'expulsion de réfugiés politiques se sont multipliés ces derniers mois.

La récente et scandaleuse collaboration avec la police et la justice de Schmidt est lourde de menaces plus graves encore.

Une politique extérieure discréditée

Dans le monde la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux superpuissances USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives comme dernièrement au Sahara Occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus «DOM - TOM». Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du Tiers-Monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

La faillite de la droite

Voilà, tant au niveau de la France que du monde, les résultats de la politique de Giscard, de Chirac et de Barre. Ces politiciens réactionnaires font porter tout le poids de la crise à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Leur faillite est si évidente que Giscard et Chirac en viennent à se disputer ouvertement et se renvoient la responsabilité des échecs retentissants de la politique de la droite.

Pour Chirac, les choses sont claires : il faut ouvertement faire campagne sur le thème de l'ordre, de l'obéissance aux autorités ; cherchant à rassembler tout ce que ce pays rassemble de plus réactionnaire et de plus conservateur, il met sur pied avec le RPR une machine de guerre contre le mouvement ouvrier et populaire.

Pour Giscard c'est la répression du mouvement de masse combinée à la démagogie la plus creuse. Projetant une alliance entre les siens et les dirigeants du PS, il rêve d'imposer demain l'austérité aux travailleurs en profitant de l'influence électorale retrouvée du parti de Mitterrand.

PS-PC : des partis bourgeois

A gauche, les politiciens bourgeois Mitterrand, Fabre, Marchais ont tenté de tromper les travailleurs et de répandre des illusions avec leur Union de la Gauche et leur défunt programme commun de gouvernement. Contrairement à ce que disent les dirigeants du PCF, Mitterrand n'a pas viré à droite, il a toujours été à droite. Les Mitterrand et les Rocard, les Defferre et les Mauroy ont déjà annoncé la couleur : le plan Rocard, c'est le plan Barre plus quelques nationalisations. Et ils sont prêts demain pour arriver au pouvoir à utiliser le soutien du PCF et à s'entendre avec Giscard. C'est ainsi qu'ont toujours pratiqué les dirigeants socialistes.

Quant aux dirigeants du PCF s'ils découvrent bien tard que le Parti socialiste est un parti bourgeois, s'ils poussent les hauts cris sur le virage à droite de Mitterrand, ce n'est pas sans arrière-pensées. Qui pourrait faire confiance à Marchais, qui s'égosillait il y a trois ans, pour appeler à une Union du Peuple de France, avec pêle-mêle les petits et moyens patrons, les cadres, les hauts fonctionnaires, les gaullistes et autres républicains de progrès et qui fait passer aujourd'hui le PCF pour le parti des pauvres, pour le défenseur de la classe ouvrière ? Qui ne s'inquiéterait de ses conversions brutales à l'autogestion, du bouleversement total, à six mois des élections, de sa politique de défense ? La vérité, c'est que le PCF change si vite qu'il reste toujours le même, car l'essentiel, pour lui, ce n'est pas ce qu'il dit à un moment ou à un autre, mais de parvenir au pouvoir.

S'il a cassé l'Union de la gauche, c'est parce qu'il ne veut pas se contenter de fournir l'appoint à un gouvernement dirigé par le Parti socialiste, alors que le développement de la crise lui permet d'exiger davantage.

Des conséquences dangereuses

Ce qu'il veut, comme il le dit lui-même, c'est l'établissement d'un capitalisme d'État. C'est-à-dire :

— Une très large extension du secteur nationalisé, poussée à un point tel que le contrôle de l'économie soit assuré à partir de ce secteur. Mais les nationalisations ne changent pas la nature capitaliste de l'économie, la course au profit, l'exploitation des travailleurs. Elles remplacent simplement les capitalistes privés par des hommes de confiance du pouvoir en place, des cadres et des fonctionnaires. Les travailleurs de Renault, les mineurs de charbon sont-ils aujourd'hui des privilégiés parce que leurs entreprises sont nationalisées ? Ne subissent-ils pas, comme tous les travailleurs, la même exploitation capitaliste ?

— Une pression accrue sur les travailleurs pour qu'ils renoncent à la lutte, une incitation constante à produire davantage, un appel de tous les moments à faire des sacrifices pour aider l'économie capitaliste à sortir de la crise.

— Un détournement systématique de la démocratie que revendiquent les dirigeants du PCF (dans leurs mots d'ordre trompeurs sur les libertés. En fait, l'instauration du capitalisme bureaucratique d'État envisagée par le PCF, c'est la confusion totale entre l'État et le parti, entre les hauts fonctionnaires et ses permanents, les dirigeants des entreprises nationalisées et ses propres hommes, les syndicats qu'il contrôle et la maîtrise à l'usine. N'y a-t-il pas l'amorce d'un tel processus depuis des années dans les municipalités PCF, dans les syndicats qu'il dirige ? Mais ses effets seraient infiniment plus graves si le PCF n'était plus un parti d'opposition, en rivalité avec les partis de droite, mais le parti du pouvoir, s'il n'avait plus pour fonction de s'appuyer de temps à autres sur les aspirations de travailleurs pour mieux briser leurs luttes quand elles dérangent ses projets, mais bien de diriger un État capitaliste en crise. L'encadrement systématique des travailleurs viendrait alors s'ajouter à toutes les forces actuelles de répression par le pouvoir d'État... Qu'avons-nous à gagner d'un tel capitalisme étatisé, bureaucratisé, policier ?

— Un renforcement des relations avec les pays d'Europe de l'Est, avec l'Union soviétique des hôpitaux psychiatriques et de la misère, avec la Tchécoslovaquie qui souffre sous la botte russe, avec la Pologne où l'on tire sur les ouvriers en grève.

Mais pour réaliser leur projet de capitalisme bureaucratique d'État les dirigeants du PCF se débattent dans une contradiction insoluble : ils cherchent à gagner des cadres et des bureaucrates avides d'étendre leurs pouvoirs, sans perdre d'influence chez les travailleurs. Mais leurs résultats électoraux n'augmentent guère, et Marchais ne peut se résoudre à enregistrer l'avence qu'a pris sur lui le parti de Mitterrand, un parti qu'il a fait renaître de ses cendres.

Fort d'une organisation plus solide et plus nombreuse, à la tête de l'organisation syndicale la plus importante, les dirigeants du PCF ne vont-ils pas toute faire pour déborder leurs alliés socialistes, mettant à profit l'incapacité de ces derniers à satisfaire en quoi que ce soit les légitimes revendications des travailleurs ?

Ne s'y prépare-t-il pas dès maintenant en le mettant systématiquement en accusation ? Car si le PCF a détruit la fiction d'une Union de la gauche, avec laquelle il a trompé des années durant les travailleurs, pour laquelle il les a contraints à renoncer à la lutte contre la politique d'austérité de Giscard-Chirac-Barre, il n'a pas renoncé, loin de là, à participer au gouvernement en cas de victoire électorale des partis de gauche.

Comment pourrait-il laisser passer l'occasion presque inespérée il y a dix ans et qui n'est pas prête de se représenter d'aussitôt s'il la néglige aujourd'hui, de prendre en mains, à partir du gouvernement, des leviers de commande essentiels pour faire avancer son projet de capitalisme bureaucratique d'État en utilisant les organisations de masse qu'il contrôle.

Hors le fait que cette politique n'apporterait **rien d'essentiel** aux travailleurs et surtout pas le pouvoir, elle verrait à coup sûr se déchaîner la riposte des capitalistes peu enclins à se voir déposséder de quelques-uns de leurs privilèges et des forces réactionnaires que Chirac rassemble déjà dans son sillage.

S'organiser indépendamment des partis de droite et de gauche

Face à ces dangers ouverts en 78, que faire ? Comment s'organiser ? Déjà depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que, quels que soient les partis qui l'emportent aux prochaines élections, il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire d'engager la constitution de cette force.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer au cours de 78, et d'éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— De construire une force de plus en plus consciente des dangers ouverts en 78 et capable de s'y opposer victorieusement, d'organiser et consolider le mouvement révolutionnaire des masses. Mais l'horizon de nos luttes ne peut se borner à l'immédiat après mars 78. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est, et qui constituent un repoussoir que ne manquent pas d'utiliser les Chirac et compagnie. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

Abattre le capitalisme

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'État bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des super-puissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples. C'est bien cette société que Marx et Lénine ont défini comme la dictature du prolétariat, c'est la démocratie prolétarienne.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

- Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.
- Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

Cet appel est lancé à l'initiative du Comité d'initiative de l'*Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne*, et nous publions une première liste de signataires. Nous appelons chaque ouvrier, chaque paysan, chaque travailleur en accord avec les objectifs de cette plate-forme, à la signer, et à rejoindre avec nous le Comité d'initiative national.

Ecrire et prendre contact :
Local du Comité National d'Initiative :
3 rue Jean Robert,
Paris 18e (Métro : Max Dormoy)
Tel : 607.23.75.

Permanences : Mercredi 18 h à 20 h
Samedi 15 h à 17 h
(à dater du 25 janvier 1978)

Henri ABRIAL ouvrier Rhodiacéta
Richard AGUADO ouvrier Métallurgiste
Nicole BALLAND employée
Pierre BAUBY syndicaliste EDF
Pierre BOEDART ouvrier
Bruno BORTHURY ouvrier de l'alimentation
Myrtho BRUSCHI avocate
Alain CASTAN directeur de publication
Arthur CHAVE paysan
Yves CHEVET ouvrier du transport
Max CLUZOT directeur de Front Rouge
Gérard DENEUX ouvrier métallurgiste
André DRUESNES ouvrier métallurgiste
Gabrielle GUILLERMAIN ouvrière du textile
Henri JOUR journaliste
Jacques JUROUET directeur politique de l'*Humanité Rouge*
Alphonse LAUX ouvrier retraité de la Sollac
Claude LEBRUN ouvrier métallurgiste
Romain LE GAL ouvrier municipal
Yann LEMASSON cinéaste
Suzanne MARTY directrice de publication de l'*Humanité Rouge*
Henri MANDRILLE syndicaliste
Jean-Pierre MENVIELLE syndicaliste PTT
Roland MERIEUX ouvrier GDF
Jeannette PELLETIER syndicaliste
Guy PRAXELLE syndicaliste
Joël PERRET ouvrier de la chimie
Jean-Louis RABOUTET ouvrier métallurgiste
Stéphane RAYNAL syndicaliste
Bernard REY employé
Nicole RIGOULOT avocate
Robert ANDREI médecin
Pierre RUFFIER médecin
Agnès SALOMON ouvrière à Bourgogne Electronique
Yves VANDRAMME employé PTT
Charles VILLAC journaliste

Une campagne électorale coûte cher, des candidats soutenus par les banques et les trusts n'ont aucun problème. Mais des candidats ouvriers et paysans ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'*Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne* défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : Soutenez-les !
Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Envois à :
RABOUTET jean-Louis
N° 42 121 U.
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais
Centre Commercial du «Luth».
92 230 Gennevilliers

Le bénéfice de la loi sur le crédit à la consommation étendu aux acquéreurs de logement.

● La loi du 10 janvier 1978 sur le crédit à la consommation donnait quelques garanties, minimes il est vrai, aux consommateurs désirant acheter à crédit un bien de consommation. Par contre l'acheteur d'un logement, malgré la charge financière et la durée de l'engagement ne bénéficiait d'aucune protection. Ce devrait être chose faite si le projet de loi adopté par le conseil des ministres de ce mercredi est voté. Ce projet étend en effet, avec des dispositions particulières, le bénéfice de la loi du 10 janvier aux acquéreurs de logement.

Il devrait permettre d'assurer à ceux qui désirent acheter un logement et contracter un crédit pour cet achat de bénéficier d'une information plus complète et surtout d'un délai de réflexion et lui donner la possibilité de lier le contrat de vente au contrat de crédit.

Actuellement celui qui désire acheter un appartement, s'il se voit refuser un prêt est contraint soit d'annuler son contrat d'achat et de laisser le montant de garantie déjà versé, soit de rechercher un crédit plus onéreux que celui qu'il espérait. Avec la nouvelle législation, le refus du prêt espéré l'autoriserait à annuler le contrat d'achat et à récupérer la somme déjà versée.

En ce qui concerne le prêt, le contrat doit *«préciser l'identité du prêteur, la nature, l'objet, le coût total et la durée du prêt»*. L'emprunteur disposerait d'un délai de trente jours pour revenir sur le contrat de prêt.

Cette loi intéresse principalement les couches de la petite bourgeoisie ayant les moyens financiers d'acquérir un logement et très peu la classe ouvrière et les petits employés qui accèdent à la propriété dans une faible proportion et le plus souvent par des formules de prêt du type épargne-logement qui ne sont pas visées par cette loi. Elle protègera donc essentiellement cette fraction restreinte de la population accédant à la propriété d'un logement.

Première réaction, celle des agents immobiliers qui craignent pour l'avenir de leurs combines. La FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers) proteste contre cette loi et contre le délai accordé aux emprunteurs pour revenir sur leur signature. Il est probable que dans les décrets d'application de cette loi, des moyens de la contourner seront donnés aux agents immobliers, mais néanmons elle leur compliquera la tâche et les empêchera de duper les acheteurs éventuels avec la même facilité et dans les mêmes proportions qu'actuellement.

Serge LIVET

Nouvelles de Franche-Comté

Le PCF au secours des maquignons

Ce serait grâce à l'intervention de M. Doumeng, le célèbre milliardaire du PCF, patron de Interagra, que les vaches montbéliardes pourraient être finalement vendues à l'Algérie, malgré le refroidissement des relations franco-algériennes. L'organisme public, la COFRAMINEX avait perdu le contrat avec l'Algérie. Le syndicat des maquignons, les dirigeants des coopératives et paraît-il M. Edgar Faure se sont empressés de négocier avec Interagra. Ainsi, au moins 500 vaches seraient vendues à l'Algérie grâce à l'entremise de Doumeng. Se présentant comme un «génie commercial», il a fait miroiter de fabuleux contrats avec les pays de l'Est et le Liban. Avant d'arriver au pouvoir, le PCF n'est pas mécontent de montrer les possibilités que pourrait offrir sa gestion sur le plan des relations internationales.

Vivre au pays, c'est avoir une école

Dans le Jura, la lutte continue dans le village de Verges où depuis la rentrée les habitants maintiennent ouverte leur école que le rectorat veut fermer sous le prétexte d'une insuffisance d'élèves. Depuis la rentrée, un couple d'instituteurs en retraite pratiquant la pédagogie active de Freinet, assure les cours avec le soutien de la population et d'enseignants progressistes. Aucune solution n'a encore été trouvée, selon le recteur.

Dans le Jura encore, une nouvelle affaire a éclaté à Éclans Nenon où les habitants luttent pour le maintien d'une classe de maternelle sur place. Ils ont aménagé eux-mêmes le local pour l'ouverture de cette école.

UNE «LÉGITIME DÉFENSE» QUI MET LE PCF SUR LA DÉFENSIVE

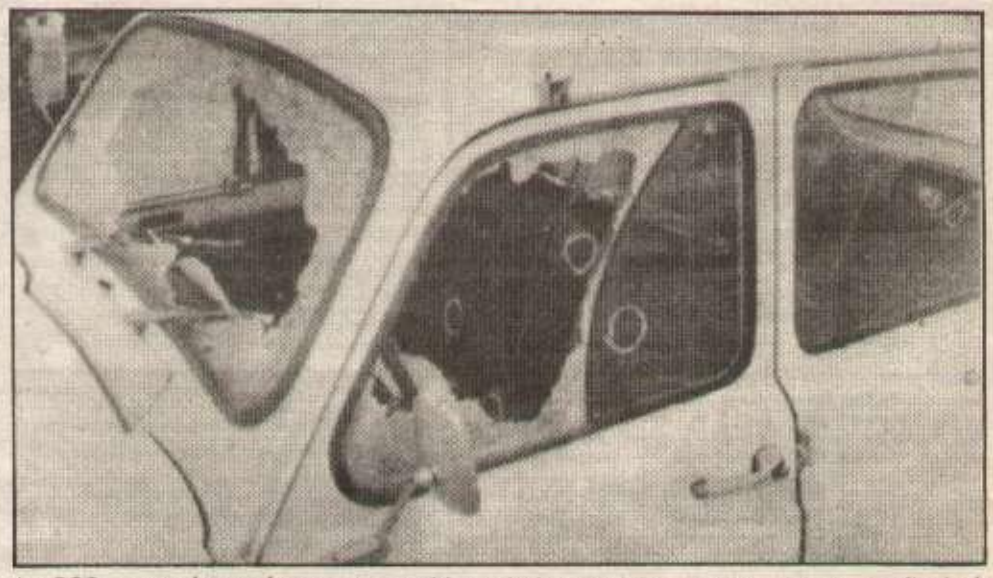
La création d'une association intitulée «Légitime défense» vient d'être annoncée ; celle-ci prétend *«affirmer le droit à la légitime défense de soi même et d'autrui et d'obtenir une protection efficace pour toutes ces victimes de violences en exigeant une répression énergique des crimes et délits»*.

La teinture «brune» de ce comité est nettement marquée : il va même jusqu'à justifier les bavures policières, mais comme on va le voir cela n'a rien de trop surprenant...

A la tête de cette association on trouve François Romério, président du Tribunal de grande instance de Bobigny et Claude Aupeix président de la Fédération professionnelle indépendante de la police et initiateur du «comité de soutien au brigadier Marchaudon» (l'assassin de Mustapha Boukhezzer)...

Autre personnalité, un certain Maurice Florentin qui est le fondateur de l'«international police association»...

Le but de l'opération est assez clair : accorder son «label» à certains candidats réactionnaires, à l'occasion des législatives. L'association «légitime défense» annonce déjà la couleur : elle ne soutiendra que les candidats qui sont en faveur de la peine de mort ! Cela n'ira pas sans causer quelques soucis à Peyrefitte, qui craignant que l'électorat giscardien ne se divise sur cette question avait précisé qu'il serait mal venu qu'un débat sur la peine de mort s'ouvre à l'occasion des élections. Que la manœuvre émane du RPR, seul ou en accord avec l'extrême droite, elle est révélatrice de l'intensité des contradictions au sein des partis bourgeois.



Le PCF ne condamne le recours au thème de la sécurité que s'il se fait au profit de la droite.

Fâchés d'être doublés par des gens apparemment plus «radicaux» que lui, le PCF dénonce dans l'*Humanité* cette opération politique au plan électoral en la qualifiant d'association à but répressif mais sans remettre en cause un seul instant le caractère fascisant des campagnes pour la «sécurité». La position qu'il développe dans l'*Humanité* est plus qu'embarrassée. Jugeons-en *«... Les communistes refusent de faire de la répression le moyen d'assurer la sécurité des citoyens. Dans leurs propositions pour le changement, ils préconisent en effet une augmentation et une meilleure utilisation des forces de police»*.

Autrement dit, le PCF, ne condamne le recours au thème de la sécurité que lorsqu'il se fait au profit de la droite ! Une «augmentation des forces de police» cela n'a bien sûr, rien à voir avec la répression, voyons !

La campagne massive de la municipalité de Vitry pour l'ouverture d'un commissariat de police, la campagne du même type menée à Marseille après la fermeture d'un super marché la volonté permanente du PCF de se poser en champion de la sécurité, éclairent le double jeu hypocrite et inquiétant du parti de Marchais.

Licenciements au cinéma «14 Juillet» (Paris)

L'auteur de «Coup par coup» n'aime plus les grèves

(Lettre des employés du cinéma)

Au «14 juillet» Bastille, fallait-il attendre des licenciements pour dénoncer ? Dénoncer qu'un patron de droite ou de gauche est d'abord un patron. Le 14 juillet Bastille est une entreprise comme une autre. On y retrouve le schéma classique d'exploitation de salariés basé sur une hiérarchie des salaires bien établie. Le patron Marin Karmtz réalisateur du film «Coup pour coup» (une grève de femmes avec séquestration du patron), paraît avoir la mémoire courte. Aujourd'hui, il licencie deux femmes à la librairie. A aucun moment, il ne nous a concertés pour chercher une autre solution. Ces licenciements inacceptables ne sont que l'aboutissement de ses pratiques patronales. Marin Karmitz décompte les heures de grève de ses employées, Marin Karmitz rend impossible l'élection de délégués du personnel, en faisant une séparation des sociétés librairie et cinéma. Marin Karmitz lors de la grève du 1er décembre menace les employées d'un constat d'huissier pour abandon de postes si elles ne reprennent pas le travail et de faire occuper les postes par des jeunes !

Dénoncer la réalité d'une double exploitation sans revenir sur l'exploitation bien connu du salarié ; nous mettons en évidence l'exploitation de notre investissement politique et intellectuel. Conscients de la nature politique du 14 juillet en tant que salle indépendante nous vivons les contradictions qui font fructifier le patronat de gauche.

Dénoncer la volonté patronale de normaliser afin de rentabiliser par la suppression de poste (celui de contrôleur) par les licenciements par la restructuration de la librairie. M. Karmitz normalise la situation. Pour une programmation plus commerciale du cinéma, il n'accepte les animations que lorsqu'elles reposent sur le bénévolat du personnel, position que nous n'avons pas à tenir face à un patron.

Dénoncer le sexisme qui se manifeste dans son entreprise. Nous ne pouvons taire le fait que les postes clés du 14 juillet sont tenus par des hommes. La librairie créée par des femmes s'est vue chapeautée par un responsable masculin. Marin Karmitz ne reconnaît pas les capacités des femmes de la librairie, ne leur fait pas confiance et le prouve en toute occasion. Il les licencie même...».

NB : une information sera faite Vendredi à 19 h précises sur place au 14 Juillet, 4 bd Beaumarchais Paris IIe. Tel 700.51.13.

Les employées et des employés du 14 juillet

Conférence de Belgrade

L'URSS PRÉSENTE UN DOCUMENT DE CLOTURE

● L'URSS, au grande étonnement des participants, a présenté dès la reprise de la conférence de Belgrade le 17 janvier un document de clôture. Ce document qui fait à peine trois pages préconise en termes généraux la poursuite de la «détente» et recommande la convocation de plusieurs réunions en 1978 et 1979 pour étudier diverses questions.

Parmi les questions, on trouve pêle-mêle : mesures de désarmement, méthodes de règlement pacifiques des différends, coopération économique, technique, technologique, culturelle, dans le domaine de l'environnement et de l'énergie de la protection du personnel diplomatique et des participations aux conférences internationales en général etc.

C'est le silence complet sur la question des droits de l'homme et celle des libertés fondamentales.

Le document soviétique préconise aussi la tenue d'une nouvelle conférence, du type de celle de Belgrade en 1980 à Madrid.

L'URSS se prononce par ailleurs, pour la désignation d'experts qui se pencheraient sur les problèmes de coopération en Méditérranée (à Malte) sans dire un mot sur la question de la sécurité dans cette région posée avec insistance notamment par les pays arabes, hostiles à la présence militaires des grandes puissances, et notamment des super puissances en Méditerranée. L'insistance sur la question des droits de l'homme de la part des Etats-Unis qui veulent en faire instrument dans le cadre de leur nouvelle politique, marquée par une volonté d'offensive vis-à-vis des visées de leurs rivaux soviétique en Europe, gêne l'URSS. D'un autre côté, le cheval de bataille des USA à la conférence de Belgrade, que constitue la question des droits de l'homme a pu permettre aux dissidents soviétiques, au delà de l'utilisation qui est faite de cette question, de trouver un plus large écho dans l'opinion publique internationale et de mieux faire connaître leur lutte. Le régime social-fasciste de Moscou qui renforce constamment sa dictature, vient de montrer par son document, comme dans de précédentes déclarations, qu'il n'entendait pas reculer sur cette question. Et les Soviétiques ont laissé entendre qu'avec cette question les USA remettaient en cause la *«détente»*.

En fait, au-delà du différend sur la question des droits de l'homme, c'est la réalité d'une rivalité globale accrue entre les deux superpuissances qui est à l'ordre du jour. Une réalité aiguisée par les points marqués par l'URSS dans le rapport de force avec les USA, sur la scène internationale, notamment en matière de défense, et la politique de Carter, représentant une tentative de l'impérialisme américain d'opposer une résistance accrue aux pressions de leur rival, et de mieux tenir compte pour cela de l'évolution de la situation internationale.

Le fait que la conférence de Belgrade traîne en longueur, aussi bien que la décision brutale des Soviétiques de présenter un document de clôture ne ne mentionnant pas la question des droits de l'homme, traduisent donc une tension accrue.

Les Occidentaux, même si fondamentalement, ils ne sont guère préoccupés de l'absence des droits démocratiques pour les masses dans les pays de l'Est, peuvent-ils accepter aujourd'hui une déclaration finale qui passerait complètement sous silence un thème comme les droits de l'homme, que le délégué américain notamment avait mis en avant à plusieurs reprises ? Les premières réactions sont défavorables, le chef de la délégation américaine, M. Goldberg, a ainsi réaffirmé que le document de clôture devrait absolument se référer au *«respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales»*.

La décision des Soviétiques ne signifie toutefois pas forcément que ceux-ci sont décidés à faire le forcing outre mesure, jusqu'à la rupture. Ils n'ont pas forcément abandonné l'idée d'une clôture donnant lieu à texte bien général, pouvant nourrir les illusions sur la «détente» à l'abri desquels se font les préparatifs de guerre.

KOUZNETSOV CONDAMNÉ A MORT LENTE PAR BREJNEV

Edouard Kouznetsov est depuis 1970 au camp n° 19 en Mordovie. Il a entamé une grève de la faim le 17 décembre 1977. A cette date Sakharov s'était vu interdire le droit de visites. En fait il s'agissait d'une brimade délibérée, de la part du directeur du camp : Sakharov était muni de toutes les autorisations nécessaires ; en outre, ce sont en réalité toutes les visites qui sont interdites à Kouznetov. C'est une mesure d'isolement -à l'encontre d'un homme malade de la tuberculose et soumis à des conditions très dures.

La mesure prise par le directeur du camp n'est pas accidentelle ; depuis le début de la grève de la faim des lettres circonstanciées ont été adressées à Brejnev, et aux autorités du KGB. Aucune réaction : ils laissent mourir Kouznetsov, ils l'assassinent, délibérément, parce qu'ils n'ont pu le briser. C'est une nouvelle torture (semblable à celle pratiquée dans les prisons allemandes et israéliennes, l'alimentation forcée) qui a constitué la seule réponse à cette détermination. Isolement, conditions de vie difficiles à cette époque de l'année où il fait très froid Mordavie, sans qu'il y ait de soins donnés aux prisonniers, maladie : tous ces moyens sont mis en œuvre pour écraser un homme qui refuse la dictature fasciste.

En bref... En bref... En bref...

IRLANDE

L'Angleterre a infligé de manière systématique des «traitements inhumains» aux prisonniers irlandais, a affirmé six ans après la plainte, la Cour européenne de justice. Ce sont notamment les 5 techniques de l'interrogatoire (station debout prolongée, encapuchonnement, privation de sommeil, de nourriture, sifflements aigus) qui motivent cet arrêt. La Cour a refusé de qualifier cela de torture. Entre sa réticence à accepter ces méthodes et sa répugnance à condamner le gouvernement britannique, c'est la seconde qui l'a emporté. Inquiétant, quand s'installent en Europe sur une grande échelle des pratiques judiciaires de plus en plus expéditives dans le domaine du délit politique.

ARABIE SAOUDITE

Thomson CSF est sur le point de signer un contrat avec le gouvernement d'Arabie Séoudite pour l'implantation d'une usine d'électronique à fin militaire qui sera installée dans la région de Djeddah. Les avions eux seront assemblés en Égypte.

OTAN

Les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient renforcer leur artillerie en Europe. Plusieurs bataillons de cette arme doivent venir renforcer les troupes américaines en Europe, d'autre part une partie de l'augmentation des dépenses américaines à l'OTAN doit servir à mettre en service de nouvelles pièces d'artillerie et d'autres équipements.

IRAN

Des écrivains et artistes anti-fascistes sont menacés de mort. Hessam Hassan est dans un état très grave après avoir été torturé à l'électricité. Les metteurs en scène Yalfani Mohsen et Nejad Nasser ainsi que l'écrivain Khaksar Nassime ont disparu.

MAURITANIE

La société minière de Mauritanie qui exploite le minerai de Zouerate a annoncé 150 licenciements, officiellement destinés à permettre à la société de *«faire face au mauvais état du marché mondial du minerai de fer»*, et à permettre de faire des investissements dans les nouveaux gisements qui s'ouvrent !

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y.Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

«Pourquoi nous avons expulsé les experts soviétiques et rompu avec Cuba».
DEMAIN DANS *LE QUOTIDIEN DU PEUPLE*, UN ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE DE SOMALIE EN FRANCE

Nouvelles du Tiers-Monde

L'ONU SE SAISIT DU DIALOGUE «Nord-Sud»

La 32e session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations-Unies qui s'est tenue du 20 septembre au 21 décembre 1977, a pris une importante décision concernant la poursuite des négociations pour l'instauration du nouvel ordre économique international, négociations commencées dans le cadre de la conférence Nord-Sud, entre pays du Tiers-Monde et pays capitalistes développés.

Les négociations devront se dérouler dans le cadre de l'ONU, où l'on sait le poids dont y disposent aujourd'hui les pays du Tiers-Monde et une Assemblée générale extraordinaire sera convoquée en 1980 pour évaluer les progrès réalisés dans ce domaine.

Dans l'intervalle des sessions ordinaires, un comité plénier accessible en permanence aux 149 États membres des Nations Unies offrira un cadre pour la poursuite du débat. Le comité plénier pourra être saisi de toutes les négociations en cours dans le cadre de l'ONU et devra intervenir pour les faire sortir de l'impasse. Le comité tiendra sa première séance d'organisation ce mois-ci.

La 32e session a décidé également de restructurer les secteurs économique et social de l'ONU pour rendre l'organisation mieux à même de prendre en charge la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique mondial, comme l'entendent les pays sdu Tiers-Monde.

L'Assemblée Générale doit examiner lors de sa prochaine session (la 33e) la question des *«préparatifs pour une nouvelle stratégie internationale du développement»*.

LA DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : UNE RÉUNION DE LA CNUCED EN MARS

Une réunion du Conseil du commerce et du développement (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) doit se tenir courant mars 78.

Cette réunion a été préparée en décembre par une autre réunion, regroupant des experts financiers de 50 pays. Il s'agissait d'aboutir à un consensus sur la définition du problème de la dette des pays du Tiers-Monde vis-à-vis des pays capitalistes développés.

Le groupe des 77 a exposé sa conception du problème de la dette : *«Ce qui manque, à coup sûr,* a déclaré le porte parole des «77», *ce ne sont pas les moyens d'analyser la situation..., c'est la volonté politique de tirer de l'analyse les conclusions qui s'imposent.»*

Le porte-parole des «77» a souligné que c'était dans l'intérêt des pays les plus démunis que son groupe proposait un allègement de la dette d'*«aide publique»* au développement. Il a fait remarquer que la conversion de cette dette en dons représenterait un ajustement des conditions des prêts antérieurs aux normes actuelles, avec valeur rétroactive, compte tenu du fait que les pays occidentaux se sont engagés plus d'une fois à transférer 7 % de leur PNB (produit national brut) à l'aide au développement.

Le porte-parole des «77» a également souligné que les problèmes d'endettement d'un grand nombre de pays du Tiers-Monde tiennent à des causes extérieures et généralisées sur lesquelles ils n'avaient aucun moyen d'action et exigeaient donc des efforts généralisés pour trouver des solutions compatibles avec le nouvel ordre économique international qu'ils veulent voir instaurer.

La divergence avec le groupe B (pays occidentaux de la CNUCED) porte sur ce point. Les pays occidentaux ne reconnaissent pas le problème général veulent traiter cas par cas, pays par pays.

Même la Suède qui a pris l'initiative dans la question de la dette au titre d'aide au développement en annulant les 200 millions de dollars que lui doivent les 40 à 50 pays du Tiers-Monde les plus démunis, a déclaré qu'il ne s'agissait pas là d'un problème général, mais de cas d'espèces.

Au cours de cette réunion, le Canada, les Pays-Bas,et la Suisse ont approuvé une action du genre de celle de la Suède ou se sont engagés à le faire.

Le représentant du groupe des «77» a estimé toutefois qu'il y avait dans les propositions faites de part et d'autre des éléments communs pouvant servir de base à la négociation en mars 78.

Vous êtes d'ores et déjà nombreux à avoir répondu à notre appel lancé pour la formule 77-78 d'abonnement-ami. Nouveaux abonnés ou lecteurs renouvelant leur abonnement, vous avez apporté ainsi un soutien financier précieux pour le *Quotidien du Peuple* en lui fournissant une avance sur ses rentrées financières.

Cependant, cette campagne doit se poursuivre car les besoins financiers du journal, loin de stagner, vont sans cesse en s'amplifiant, ne serait-ce que par l'augmentation du coût de tous les éléments permettant sa réalisation. Mais surtout, pour que le *Quotidien du Peuple* puisse jouer pleinement son rôle d'Organe Central du Parti dans la bataille politique de 1978, avant comme après les élections, il a besoin, de façon décisive, de votre soutien. Pour cela, nous vous proposons, parallèlement à la formule normale, une formule exceptionnelle «Pour la bataille politique de 78», c'est-à-dire un abonnement de 6 mois pour 180 F.

Vous qui êtes lecteur du *Quotidien du Peuple*, participez à cette campagne d'abonnement, abonnez-vous et abonnez vos amis.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à :

- *Front Rouge,* revue politique et théorique du PCR ml. ☐
- *Pékin Information.* ☐
- *La Chine en construction.* ☐

Réception du *Manifeste pour le Socialisme.*

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung, ☐

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune) + *La Commune en bandes dessinées* ☐
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed) ☐
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran). ☐
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN). ☐
- *La Commune de Paris* (Lissagaray). ☐
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc) ☐
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet) ☐
- *Salaire aux pièces* ☐
- *L'électro-nucléaire.* (CFDT) *Nucléaire, danger immédiat.* ☐
- *Les écoles rurales, quel avenir ?* ☐

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh,* chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons. ☐
- *Viva la Vida,* Carlos Andreou. ☐
- *Terre de ma patrie,* chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline. ☐
- *Radio Renaissance,* chants interprétés par le GAC. ☐
- Au choix, disques chiliens : *Checca* ☐ *Chile* ☐ *Resistencia* ☐
- *Naussac* ☐
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.* ☐
- *Ki Du* (Gilles Servat) ☐
- *Ça branle dans le manche* (*François Tusques*) ☐
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat) ☐
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques) ☐

Nom (en capitales). . . . . .
Prénom . . . . . .
Ville . . . . . .

Date :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : — en une fois ☐ — en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du *Quotidien du Peuple*

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES :

Besançon	Lib. les Sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
Bordeaux	Lib. Mimesis (10 %) 5 bis rue Grassi
Bourges	Lib. Nathaël 4 cours Avaricum
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Lannion	Lib. Giraudon (10 %) 30 rue de Kerampont
La Rochelle	Librairie la Genette (5 %) Rue Rougemont
Lille	Librairie Populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie Populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3e)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1er)
Nantes	Librairie 71 (10 %) 29 rue Jean Jaurès
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les Temps Modernes (5 %) Rue N.D. de Recouvrance
Paris	Librairie de Valois (10 %) 25 rue du Valois (1er)
	Les joueurs de A (12 % livres pol.) 9 rue des Lions St-Paul (10 %)
	L'Harmattan (10 %) 18 rue des Quatre Vents (6e)
	Tschann (10 %) 83 bd du Montparnasse (14e)
	Plasma (10 %) 41 rue Saint-Honoré
	33 % sur les Ed. P.J. Oswald 7 rue de l'École Polytechnique (5e)
Reims	Le Grand Jeu 20 rue Colbert

CINÉMAS :

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint-Séverin (5e) Tarif étudiant : 10 f
	La Clef 21 rue de la Clef (5e) Tarif étud.
	Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5e)
Lyon	Cinématographe 44, cours Suchet (2e) Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
	Le Canut 32 rue Leynaud (1er) (tarif. étud.)

PARMI LES CADEAUX

le disque :

Radio-Renaissance

«en direct de Radio Renaissance la nouvelle chanson de lutte portugaise».

Durant les dernières années du régime Caetano, Radio Renaissance, appartenant à l'Église portugaise, avait adopté une attitude «critique» vis-à-vis du gouvernement.

Le 25 avril à 1 h du matin, Radio Renaissance diffusait un chant interdit : «*Grandola*» qui était le signal du déclenchement de l'opération qui, dans les heures qui suivaient, allaient en finir avec 48 ans de fascisme.

Dans les mois suivants, le Conseil de Direction (approuvé par les Évêques) allait licencier des travailleurs provoquant une lutte qui aboutit en février 75 à l'occupation des studios par les travailleurs (avec l'appui des commissions de travailleurs, dirigées par le PCP). Malgré l'opposition du gouvernement, Radio Renaissance devenait la «*radio de la classe ouvrière, des paysans et du peuple travailleur*». Les travailleurs venaient expliquer et témoigner de leurs luttes contre les patrons, propriétaires... C'était la musique populaire et les chants des luttes et des victoires du peuple portugais et du monde qui composaient l'essentiel des programmes.

En septembre 75, avec la mise en place d'un régime de droite (PS), Radio Renaissance allait jouer un rôle important dans la mobilisation des soldats et des travailleurs pour la défense des acquis. C'est pourquoi les commandos expulsaient les travailleurs et mettaient des scellés. Le PCP demandait la restitution à l'Église. Une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de soldats remettait en marche Radio Renaissance. Il fallut que le gouvernement fasse sauter à la dynamite les émetteurs pour que se taise définitivement Radio Renaissance.

Dans ce disque, sont enregistrés les chants de lutte du peuple portugais choisis parmi ceux que Radio Renaissance diffusait le plus fréquemment.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 19 janvier

TF 1
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 15 - Une minute pour les femmes. *L'alcoolisme*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Spécial événement : Michel Poniatowski
21 h 45 - La filière. *Feuilleton en huit épisodes. Scénario : Gilles Perrault*
22 h 45 - Basket : C.U.C. - Sofia
23 h 15 - Journal et fin

A 2
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Chantons sous la pluie. *Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1951). Avec Gene Kelly et Cyd Charisse. Gene Kelly et Cyd Charisse au mieux de leur forme. «Chantons sous la pluie» est à la comédie musicale ce que Scarface est au film policier.*
22 h 15 - Légendaire : histoire d'une peur. La sorcellerie aujourd'hui.
22 h 50 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : Fédération Anarchiste
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Monsieur Verdoux. *Film de Charlie Chaplin (1946) avec Charlin Chaplin. Le meilleur Chaplin sans doute, en tout cas celui où s'exprime le plus fortement sa révolte.*
22 h 25 - Journal
22 h 40 - Un événement.
23 h 00 - Fin

Vendredi 20 janvier

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : une histoire de brigands. *Pièce de Jacques Deval.*
22 h 40 - Allons au cinéma.
23 h 10 - Journal et fin

A 2
17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dorothée et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les folies offenbach. *6e la valse oubliée*
21 h 35 - Apostrophes. *C'est fatastique avec Christian Charrière, André Pieyre de Mandiargues*
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Ciné-club. *Les filles à papa*

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune Libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de ving heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir. *Série de 13 émissions. La La qualité de la ville*
21 h 30 - Les guerriers du soleil. *N° 2 : L'aigle qui tombe*
22 h 20 - Journal et fin
22 h 35 - Emission alsacienne

VOYAGE EN CAPITAL

(Film de Ali, Akika, et Anne-Marie Autissier)

Voyage en capital, c'est le séjour en France des Immigrés et la façon dont ils le ressentent : le choc entre deux cultures différentes, le déracinement, l'exploitation, les luttes et le développement de la conscience politique, ce qui est résumé à la fin comme constituant *«un riche capital politique et idéologique, et non matériel».*

Bagage avec lequel, Kamel, jeune ouvrier immigré, repartira en Algérie et qui permettra à Djalima de choisir son autonomie...

L'intérêt du problème posé est malheureusement brouillé par la multiplicité des thèmes et la façon dont ils sont abordés : succession rapide de scènes peu approfondies.

D'une part la rencontre de Kamel et Djamila vise à évoquer la diversité des points de vue parmi les émigrés (Kamel est ouvrier et né en Algérie alors que Djamila a toujours vécu en France et est étudiante) plus qu'à refléter un véritable dialogue.

D'autre part la façon très allusive de tracer l'itinéraire de chacun.

Pour Kamel la recherche d'un emploi, le chantier avec les accidents, la difficulté à lutter, le discours syndical (dont le contenu n'est pas dit) le mal du pays, l'alphabétisation, la minuscule chambre d'hôtel d'où Kamel et son copain sont chassés (on ne sait comment) leur arrivée au foyer Sonacotra de St Denis avec les réunions et manifestations des résidents.

Le découpage allusif et haché, empêche de saisir la démarche de Kamel. Comment comprend-il sa situation, pourquoi abandonne-t-il le cours d'alphabétisation, que pense-t-il des étudiants que fréquente Djamila ? On ne le sait pas.

Le mal du pays est exprimé avec émotion : *«Quand on est en France, on veut rentrer en Algérie et quand on est en Algérie on veut rentrer en France».* Pendant une scène au café où, écoutant de la musique, il dit sa tristesse et sa révolte dans un monologue saisissant.

On regrette de le retrouver muet dans la lutte du foyer Sonacotra qui est encore très allusive : ni l'importance de la lutte, des revendications posées, ni sa complexité n'apparaissent. Rien ne nous prépare à la soudaine «prise de conscience de Kamel devant une effigie de Lénine puis au mur des Fédérés où son monologue reflète soudain une grande compréhension de la lutte des communards et de leur écrasement sanguinaire.

Pourquoi Kamel repart-il le lendemain au pays ? Pour lutter ? Pour retrouver sa famille ou un emploi ?

Quant à la démarche de Djamila, partagée entre son sentiment d'être algérienne et son impression de n'être qu'une «touriste consciencieuse» pendant ses vacances au pays, elle est également dispersée : heurts avec le milieu étudiant français, oppression patriarcale du père, refus de quitter sa famille simplement pour vivre avec son ami algérien, ambiguïté de son rôle dans le cours d'alphabétisation (charité ou militantisme), enfin indépendance dont on ne sait si elle signifie son émancipation sexuelle, politique ou le reniement de son identité algérienne.

C'était un pari difficile que de répondre à toutes les questions posées dans ce film, surtout avec les faibles moyens financiers dont disposaient les réalisateurs et le manque d'expérience des acteurs (en particulier les travailleurs du Foyer de St Denis qui jouent leur propre rôle pendant la lutte) mais la construction du film a conduit à des raccourcis regrettables : on dirait que les Immigrés ne se réjouissent de la guerre d'octobre 73 et ne participent à la lutte à la Sonacotra, qu'à partir d'une seule motivation : le fait d'être arabe et immigré.

Volonté de n'être pas trop politique pour rester au niveau de la «sensibilité» ? Ou bien chauvinisme ?

Quelle qu'en soit la raison, difficile à saisir au vu du film, cette limite crée une regrettable ambiguïté, qui affadit des scènes réussies et un propos intéressant au départ.

(«Voyage en Capital» au cinéma Olymic Paris 14e M° Pernety)

Françoise JACQUET

DÉBAT SUR LE NUCLÉAIRE:

Au cinéma Bilboquet place St Germain des Prés Paris 6e : *«Nucléaire Danger Immédiat»* et *«Malville État de Siège»,* deux films de Serge Poljinsky à 20 h 15, suivis d'un débat à 22 h 30 vendredi 20 janvier.

A 14 h *«La ville est à nous».*

TROISIEME FESTIVAL DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS:

Valence : 15 h et 20 h 30 film : *Quitter Thionville.* Salle Fontbarlettes.

Marseille : 14 H Femmes immigrées. MJC Busserine

20 h Film.

Lyon : Film : *Quitter Thionville* et débat.

20 h Débat : scolarisation des enfants immigrés. Centre social Rieux.

Nancy : 19 h Troupe musique chilienne ALAFA 63 rue des Ponts.

Metz : 20 h 30 Théatre arabe dans l'immigration Moun Kika, salle du Beffroi.

Bordeaux 20 h 30 Groupe chilien (musique-chants) Théatre colombien «Saltimbanque» présente «La Sangritude». Au Temple des Charteons 10 rue Notre Dame. Comité se soutien : 11 rue Camille Sauvageau.

Et l'acier fut trempé

(Extraits) **Nicolas OSTROVSKI**

44e épisode

Dans la ville de Chépétovka libérée par les bolchéviks, le jeune Sérioja vient d'être chargé du comité de district du Komsomol. Il invite sa sœur à y adhérer. Celle-ci hésite.

Un instant, Sérioja demeura interloqué :

— Comment ? Tu crois qu'il n'y a rien à faire ? Sacrée sœurette, va ! Mais je n'en dors plus la nuit. Il faut développer la propagande. Ignatiéva propose de rassembler tous les jeunes au théâtre pour leur parler du pouvoir soviétique, et, d'après elle, c'est à moi de faire le discours. Je me dis qu'elle a tort parce que, bien sûr, je ne sais pas comment faire. Je vais patauger dans les grandes largeurs. Alors, qu'est-ce que tu as à dire pour le Komsomol ?

— Je n'en sais rien. La mère ne sera plus contente du tout.

— Mais ne t'occupe donc pas de la mère, Valia, répliqua Sérioja. Elle ne voit pas clair dans toutes ces choses. Elle veut seulement garder ses enfants dans ses jupes. Elle n'a rien contre le pouvoir soviétique. Au contraire, elle est même sympathisante. Mais elle voudrait que ce soient les autres qui aillent au front, et pas les siens. Est-ce que c'est juste ? Tu te rappelles ce que Joukhrai nous a raconté ? Regarde Pavka, il ne s'est pas inquiété de ce que dirait sa mère. D'ailleurs, maintenant, nous avons le droit de vivre normalement, comme des grandes personnes. Alors, ma petite Valia, tu ne diras pas non ? Ça serait rudement bien de travailler ensemble, toi parmi les filles, moi parmi les gars. Quant à ce diable rouquin de Klimka, je l'embauche dès aujourd'hui. Alors, Valia, tu viens avec nous ou non ? J'ai ici un petit livre qui explique tout.

Il prit la plaquette dans sa poche et la lui tendit. Valia, les yeux fixés sur son frère, demanda doucement :

— Et que se passera-t-il si les pétliouriens reviennent ?

Pour la première fois, Sérioja réfléchit à cette question.

— Moi, évidemment, je partirai avec tous les autres. Mais toi, Valia, qu'est-ce que tu deviendras ? La mère sera vraiment très malheureuse... Il se tut.

— Inscris-moi, Sérioja, mais de telle façon que la mère ne le sache pas, ni personne d'autre, seulement toi et moi. Je vous aiderai en tout, ça me sera plus commode.

— Tu as raison, Valia.

Ignatiéva entra dans la pièce.

— C'est ma petite sœur Valia, camarade Ignatiéva. Je lui ai parlé au sujet de votre idée. Elle est tout à fait d'accord, mais vous comprenez, notre mère est plutôt dure... On ne pourrait pas la faire adhérer sans que personne ne le sache ? Parce que si des fois nous devons battre en retraite, moi, je prends mon fusil et je m'en vais, bien sûr, mais elle ne voudrait pas faire de peine à la mère.

Assise sur le bord de la table, Ignatiéva l'écoutait attentivement.

— Bien. Ce sera mieux comme ça.

* * *

Le théâtre était bondé d'une jeunesse bruyante, attirée par des affichettes collées dans toute la ville. La fanfare des ouvriers de la sucrerie jouait morceau sur morceau en attendant le début de la réunion. Le public comprenait surtout des lycéennes, des lycéens, des élèves de l'école primaire supérieure, attirés moins par le meeting que par le spectacle annoncé.

Le rideau se leva enfin. Le camarade Razine, secrétaire du comité de district du Parti, qui venait d'arriver du chef-lieu, monta sur la scène.

A SUIVRE

ARGENTINE

LA TERREUR FASCISTE

On apprenait hier la mort d'un prisonnier politique sauvagement torturé dans un commissariat de la ville de Santa Fé. Un autre est dans un état grave. Le représentant du Mouvement catholique Pax Romana a été qualifié de *«représentant de la subversion internationale»*. On est toujours sans nouvelle des deux religieuses françaises enlevées il y a plus de deux mois. Un industriel français a été assassiné. Le gouvernement Videla envoie des généraux en tournée à l'étranger pour expliquer qu'en Argentine tout va bien dans le meilleur des mondes, et que le *Mundial* (la coupe du Monde de foot-ball) sera la plus grande réussite sportive jamais vue. Les assassinats, les enlèvements, les tortures, les charniers découverts sur les terrains vagues aux abords des villes, les cadavres charriés par les fleuves ou ramenés sur la côte, la junte n'en parle pas. Cela n'existe que dans l'imagination de ceux qui veulent détruire l'Argentine, disent ses émissaires. Tout au plus consent-elle à admettre l'existence de quelques groupes d'extrême-droite isolés... quand elle ne pousse pas le cynisme jusqu'à imputer ces disparitions au «terrorisme révolutionnaire des Montoneros ou autres» !

Pourtant la réalité de la répression en Argentine peut s'évoquer à travers ces quelques chiffres : 40 000 personnes assassinées depuis le 24 mars 1976, 15 à 20 000 «disparus», environ 30 000 prisonniers politiques, 300 000 Argentins exilés, obligés de fuir leur pays. Les États-Unis ont présenté une liste de 7 500 prisonniers et disparus, sur laquelle Videla garde le silence.

A quelques mois du Mundial, la junte militaire intensifie la répression. L'organisation de la coupe du Monde a été confiée à une sorte de super-ministère, directement rattaché à la présidence de la République, et dirigé par un militaire, le général Luis Merlo. EAM 78 (Ente Antarquico Mundial), c'est le nom de cet organisme, dispose de moyens colossaux. Le *Mundial* est pour l'Argentine une affaire d'État. Un évènement politique. Il s'agit de montrer du pays une autre image que celle de ses centres de tortures, de ses camps de concentration, de sa misère. Pour réunir cette opération publicitaire, la junte fasciste s'est adressée à une agence new-yorkaise, Bursm-Marsteller, qui l'aide à exploiter cette «occasion unique». Cela signifie en premier lieu, s'occuper de la presse. Toute une phase de pré-acréditation des journalistes est en train de s'achever. Seuls certains journalistes pourront aller en Argentine. Leur accréditation sera nominale, et il ne pourra pas, en principe, y avoir d'échange de journalistes, pour un même journal. Ils seront constamment escortés, chaperonnés, occupés. D'après des informations récentes, il semblerait même que les journalistes «peu sûrs» se verraient attribuer une carte de couleur rouge, tandis que pour les autres, elle sera bleue. Ainsi, ceux qui s'imaginent pouvoir aller en Argentine pour témoigner de la répression se leurrent. La junte militaire a même commencé à instaurer des prisons-modèles, pour que les journalistes les visitent, par exemple la prison de Villa Devoto. Mais c'est aussi par un quadrillage plus intensif que jamais que la junte prépare la coupe du Monde. Des moyens de coordination plus modernes, plus efficaces et plus discrets ont été mis en place tant pour la collecte des renseignements, que pour l'identification immédiate de tous les spectateurs sur les stades. Étant donné que les touristes doivent être logés pour une part importante chez des particuliers, la junte militaire multiplie les enquêtes pour éviter tout contact direct avec la misère, les souffrances du peuple argentin. En mars, la junte décidera quelles sont les offres qui sont recevables. La junte a décidé de faire du *Mundial* une affaire politique. Mais elle craint précisément que l'opposition à sa dictature ne parvienne à se manifester à cette occasion. Il faut savoir que la «sécurité» de la coupe, le «succès» de l'entreprise est assuré au prix d'une répression accrue, de nouveaux enlèvements, de nouveaux assassinats, de nouveaux exils. Et c'est une raison de plus pour ne pas aller en Argentine en juin 78.

Hélène VARJAC

ISRAËL - ÉGYPTE

LA COMMISSION POLITIQUE VERS L'ÉCHEC

● Sadate a rappelé au Caire pour consultation l'ensemble de la délégation égyptienne à la commission politique israélo-égyptienne dont les travaux se déroulaient à Jérusalem. Bien que Sadate ait accepté, à la suite d'une conversation téléphonique avec Carter que se poursuivent les travaux de la commission militaire qui se tient au Caire et à laquelle doit participer Weizmann, le chef d'état-major israélien, on ne saura que samedi la portée exacte de la décision égyptienne à l'occasion d'un discours que Sadate doit prononcer devant l'assemblée du peuple égyptien.

Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, qui participait aux travaux de la réunion de Jérusalem a déclaré qu'il ne pensait pas que *«les pourparlers soient rompus»* et que de tels faits *«se déroulaient au cours de toutes les négociations»*. La radio du Caire a retransmis un communiqué du gouvernement égyptien qui affirmait que la décision égyptienne avait été prise après qu'il soit devenu *«clair qu'Israël mettait les discussions dans l'impasse. Si Israël croit que des installations ici ou un aéroport là sont plus efficaces pour sa sécurité que de convaincre ses voisins de vivre en paix avec lui, il choisit la paix imposée par la force des armes au lieu de la paix fondée sur le respect des principes pacifiques.»*

Après une entrevue avec le ministre égyptien des Affaires étrangères qui lui a exposé les raisons de son départ, Begin a présidé une réunion d'urgence du cabinet israélien qui a publié un communiqué affirmant notamment que les propositions égyptiennes *«repoussaient tout espoir de paix et menaçaient l'existence même d'Israël.»*

Dès le début de la réunion de la Commission politique israélo-égyptienne mise en place lors de la rencontre d'Ismailia, en décembre dernier, d'importantes divergences sont apparues entre les positions sionistes et égyptiennes. Les sionistes ne veulent pas se retirer des territoires arabes occupés en 67, y compris le Sinaï, ni reconnaître en quoi que ce soit des droits nationaux au peuple palestinien. Les Egyptiens, eux, demandent *«la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien»*, la formation d'un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza, et l'évacuation des territoires occupés en 67. L'intransigeance sioniste, prévisible, conduit à l'impasse entre les deux parties. Devant cette situation dangereuse pour leurs plans, les Américains ont dépêché Vance sur les lieux de la rencontre, pour trouver un compromis.

Les divergences sont toujours aussi importantes. Des déclarations ont été faites par le représentant égyptien, Kamel, : *«Nous sommes venus pour rechercher une paix juste et globale fondée sur le retrait israélien de tous les territoires occupés depuis le 5 juin 67, y compris Jérusalem... Nous sommes venus pour exprimer le principe sacré des droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'égalité...»*. De son côté, Dayan, a rejeté *«toute tentative de résoudre le problème par des ultimatums»*.

D'un côté, le régime égyptien, isolé sur le plan arabe, veut montrer aux autres pays arabes que son initiative ne le concerne pas lui seulement, mais qu'elle concerne aussi les autres pays, et l'OLP, et que ceux-ci auraient intérêt au développement de ces négociations. Voyant que son initiative sert surtout l'Etat sioniste, sans qu'il en retire d'avantages, le régime égyptien cherche à prendre des positions plus fermes, pour ne pas s'enliser encore plus dans la capitulation.

DU CÔTÉ SIONISTE

Du côté des sionistes, la surenchère à l'intransigeance n'a pas tardé à se manifester. Les travaillistes, dans l'opposition actuellement, critiquent Begin pour ses soi-disant *«retraits du Sinaï»*. Une opposition commence même à se manifester dans le parti de Bégin, pour une plus grande intransigeance encore dans les discussions.

Pour les Etats-Unis, l'échec de cette conférence signifierait un grave échec de leur politique dans la région. C'est ce qui ressort de la déclaration de Hussein, roi de Jordanie, qui s'était déclaré favorable à l'initiative de Sadate tout en refusant provisoirement de s'y associer, et qui vient de déclarer que les USA, *«seuls arbitres du conflit israélo-arabe, se sont révélés incapables d'aplanir les obstacles qui se dressent face à une paix juste dans la région, en raison de l'intransigeance d'Israël»*.

Yomna El Khalil

BOLIVIE

LA GREVE DE LA FAIM CONTINUE MALGRE LES ARRESTATIONS

Au pouvoir depuis le coup d'Etat militaire de 1971, la dictature bolivienne se trouve aujourd'hui face à une grave crise. Depuis 1974, une série de décrets-lois a aboli les droits politiques et syndicaux. Mais cela n'a pas emêché il y a environ un an et demi, une puissante grève des mineurs. La répression qui s'est abattue contre eux —Banzer a cherché à les affamer pendant qu'ils occupaient leurs mines— n'a pas eu les résultats escomptés par Banzer. Aujourd'hui, plus de 1 200 personnes ont entrepris la grève de la faim. Répartis en 23 groupes, dans les principales villes du pays, Sucre, Potosi, Cochabamba, les grévistes sont des universitaires, des femmes, des ouvriers. Une même exigence : l'amnistie des prisonniers politiques, et le retour des exilés.

D'après le dernier rapport d'Amnesty International, le nombre des prisonniers politiques est relativement faible, par rapport à d'autres pays —140—, mais il y a plus de 19 000 exilés politiques.

Devant la montée du mécontentement, devant l'ampleur de la crise économique, liée aux difficultés du «modèle brésilien» dont la Bolivie est très dépendante, devant la crise à l'intérieur même de l'armée, provoquée en partie par l'échec des négociations avec le Chili pour l'accès à la mer, enfin devant le nouveau langage de la politique américaine, le dictateur Banzer a été obligé d'envisager la perspective d'élections pour juin 1978. Mais ces élections ne vont-elles pas servir à masquer la continuité du régime, sous des apparences plus constitutionnelles ? Cette tendance se dessine dans plusieurs autres pays d'Amérique latine. En fait, à peine le fasciste Banzer avait-il annoncé un décret d'amnistie que le quotidien *Presencia*, le plus important du pays, annonçait que 348 exilés boliviens ne pourraient rentrer au pays. Il s'agit de dirigeants syndicalistes, mineurs pour la plupart.

SOUTENEZ LES GRÉVISTES DE LA FAIM DE PARIS
7, rue des Lions - Paris (4e)

La grève de la faim, commencée pour certains depuis 3 semaines a reçu l'appui grandissant de toutes les forces du pays. Elle a débuté à l'initiative du Syndicat des femmes de mineurs. Les 60 000 mineurs, qui représentent l'essentiel du prolétariat bolivien ont débrayé en signe de solidarité. Les 10 000 travailleurs de La Paz soutiennent le mouvement. Le 17 janvier, plusieurs centaines d'arrestations ont eu lieu ; l'armée n'a pas hésité à entrer dans les églises où étaient réfugiés les grévistes. Au cours d'une manifestation en faveur de l'amnistie, un jeune homme a été tué.

En riposte à la répression, les mineurs de l'étain ont décidé une grève de 48 heures. L'éventualité d'une grève générale sur tout le pays est envisagée.